

# **ANNEXE I Articles publiés dans Lutte Ouvrière durant la période de grève générale en Guadeloupe et en Martinique**

**Lutte Ouvrière du 23 janvier 2009 Grève générale reconductible depuis le 20 janvier : la population se mobilise**

*Une grève générale reconductible, à partir du mardi 20 janvier, et une mobilisation populaire de grande ampleur ont été déclenchées en Guadeloupe par un collectif d'une quarantaine d'organisations syndicales, politiques et de plusieurs associations.*

Ce même jour, plus de 7 000 personnes, en grande majorité des travailleurs, ont manifesté à Pointe-à-Pitre. Dans les entreprises, la grève a été massive. Avec 100 % de grévistes, la mairie de Pointe-à-Pitre a dû fermer. Même pourcentage de grévistes à l'ONF, dans les transports, dans l'enseignement, à la Sécurité sociale, au grand hôtel Manganau (75 % dans le reste de l'hôtellerie), 100 % encore dans le BTP chez Colas, à la Sauri, 95 % à la Générale des Eaux, au Pôle Emploi, gros rassemblement au CHU de Pointe-à-Pitre, ces hospitaliers allant ensuite défiler en ville pour faire débrayer d'autres travailleurs...

Les organisations initiatrices de ce mouvement ont présenté une longue liste de revendications dont les principales sont :

- la baisse immédiate de 50 centimes du prix des carburants,
- la baisse des prix de tous les produits de première nécessité et de tous les impôts et taxes,
- une augmentation du salaire minimum de 200 euros net,
- la baisse du prix de l'eau et des transports de passagers,
- la titularisation de tous les précaires publics et privés.

Parmi ces organisations, on trouve quasiment

toutes les grandes centrales syndicales : CGTG, UGTG, FO, CTU, CFDT, le syndicat enseignant SPEG, des organisations politiques dont le Parti communiste guadeloupéen, Combat Ouvrier, l'UPLG, Les Verts et une kyrielle d'associations professionnelles, d'agriculteurs, de pêcheurs, associations de locataires. Les associations et groupes de carnaval très

populaires et rassemblant de nombreux jeunes se sont associés au collectif comme AKIYO, Voukoum, Kamodjaka et d'autres.

Au matin du 20 janvier, plusieurs barrages routiers avaient été érigés par les manifestants, bloquant la circulation en de nombreux points de l'île. Les forces de police intervenaient pour les enlever, mais selon leurs propres propos sur les ondes, ces barrages se reformaient tout de suite après leur passage et elles avouaient elles-mêmes leur impuissance.

Dans un grand nombre d'entreprises, les travailleurs ont voté la grève en assemblée générale. Partout, le mouvement a rencontré adhésion et sympathie parmi les travailleurs et la population. Dans la zone dite industrielle de Jarry, très tôt, le 20 janvier, de nombreux piquets de grève ont fait leur apparition devant les entreprises.

Les raisons du mécontentement sont multiples, mais les plus importantes sont la hausse du prix des carburants, la hausse vertigineuse des prix en général, les bas salaires, les licenciements, le chômage. Les travailleurs de l'hôtellerie particulièrement expriment une grande colère après la fermeture de deux grands hôtels dont Anchorage et Kalenda ayant provoqué près de 160 licenciements.

Le mouvement de protestation du collectif avait commencé dès les 16 et 17 décembre derniers. Plus de 5 000 manifestants avaient défilé dans les rues de Pointe-à-Pitre et ensuite de Basse-Terre.

Le préfet, Nicolas Desforges, qui avait donné rendez-vous au collectif, le 17 décembre à la préfecture, avait alors refusé de recevoir une délégation composée d'un représentant par organisation, c'est-à-dire 31, à l'époque. Il n'en acceptait que 15. Ce qu'avait refusé le collectif, d'autant que les grilles de la préfecture étaient fermées et gardées par une cohorte de CRS en tenue de combat.

Ce même préfet a fait, le 19 janvier, une déclaration menaçante en annonçant qu'il avait donné de « fermes instructions aux forces de l'ordre », avant de dire que sa « porte était ouverte ». En un mot : on réprime d'abord, on discute ensuite. Ses propos et son ton ne sont pas sans rappeler les préfets de l'époque coloniale.

Au cours des dernières semaines, avant et après les fêtes de fin d'année, le collectif a tenu une longue série de meetings dans toute l'île, rassemblant partout des centaines de personnes, de Bouillante à Saint-François, en passant par Basse-Terre et Pointe-à-Pitre.

Lundi 19 janvier, un meeting s'est tenu devant plus de 400 personnes devant le palais de la Mutualité à Pointe-à-Pitre qui apparaît comme le quartier général du mouvement. Mardi 20 janvier, tous les militants devaient se rendre à 9 heures en ce lieu. Samedi 24, une grande manifestation de rue est prévue à Pointe-à-Pitre. Et, dimanche 25, le défilé carnavalesque prévu comme d'habitude en cette période se transformera en défilé de protestation sous la forme de scènes de dérision du pouvoir et des patrons.

Les stations-service sont toutes fermées, en raison d'un double mouvement : à savoir la grève des employés, mais aussi la décision de fermeture des gérants qui protestent contre la création de nouvelles stations. Ces gérants qui de toute façon auraient vu leurs stations fermées par les travailleurs ont donc aussi cherché à profiter de la situation.

En tout cas, depuis vendredi 16 janvier, on a vu se former des files interminables devant les stations afin que les chauffeurs fassent leur plein le plus vite possible.

Plus les informations parviennent, plus il apparaît qu'une paralysie progressive est en train de gagner toute l'île. Si, comme l'ont dit les représentants syndicaux et autres représentants politiques, le mouvement ne s'arrêtera pas tant que les revendications ne seront pas satisfaites, on peut penser qu'il va se poursuivre. Mais tout dépendra en dernier ressort de la mobilisation et de la détermination des travailleurs ainsi que de l'ensemble de la population, au-delà même de celles du collectif d'organisations.

Pour l'heure en tout cas, cette détermination est forte ! Mercredi 21, alors que centralement les syndicats appelaient à reconduire la grève, dans beaucoup d'entreprises se tenaient des assemblées générales qui décidaient de la poursuivre. Et maintenant, tout le monde a à cœur de préparer la grande manifestation du samedi 24 janvier.

## **Lutte Ouvrière du 30 janvier 2009 Guadeloupe La grève générale se poursuit et se renforce**

*La grève générale se poursuit en Guadeloupe depuis le 20 janvier. Cette grève a été préparée et déclenchée par un collectif d'organisations, au nombre de 49 aujourd'hui, regroupées sous le nom de Lyannaj kont pwofitasyon (liaison contre l'exploitation outrancière). Ces organisations sont syndicales (UGTG, CGTG, CTU, FO, CFTD), politiques avec le Parti communiste, Combat Ouvrier, l'Alliance*

*nationale Guadeloupe, l'UPLG et d'autres, des unions de producteurs, des transporteurs, le syndicat des pêcheurs et des associations culturelles très populaires en Guadeloupe, dont les groupes Akiyo, Kamodjaka et Voukoum.*

La grève est totale dans toutes les grandes entreprises. Dans d'autres, plus petites comme certaines compagnies d'assurance ou un peu plus grandes comme la BNP, un certain nombre d'employés ont repris le travail, partiellement ou totalement. Dans les banques, seuls ceux de la BFC autour de la CGTG sont en grève totale et permanente. Dans les autres établissements, certains se remettent en grève ou au travail d'un jour à l'autre.

Dans les deux grands centres commerciaux Carrefour des Abymes et Carrefour de Baie-Mahault, les magasins sont fermés pour cause de grève. Les travailleurs de l'EDF sont en grève et procèdent à des coupures tournantes : en gros, deux heures de coupure par jour par rotation géographique. Pour ceux de la Générale des Eaux, le même principe a été adopté.

### **Une forte mobilisation**

Les agents hospitaliers, qui peuvent difficilement faire une grève effective, sont mobilisés. Ils ont dressé une tente devant le CHU de Pointe-à-Pitre et s'y rassemblent après le service minimum et les obligations imposées par les soins à donner aux malades. Ils sont nombreux à se joindre aux manifestations, nombreux à venir aux meetings.

Les journalistes et animateurs de RFO ont aussi rejoint la grève générale. Les programmes sont perturbés, mais les grévistes ont décidé eux-mêmes de retransmettre en direct les négociations à la télévision.

Toute la zone dite industrielle de Jarry, qui concentre des centaines de petites entreprises et près de 8 000 travailleurs, est quasi morte.

Les transporteurs aussi sont en grève. Il n'y a pas de transports en commun. De toute façon, aucune station d'essence ne fonctionne. Les travailleurs y sont en grève, alliés en l'occurrence aux gérants des stations-service. Personne ne veut l'ouverture de nouvelles stations-service automatisées avec carte de crédit et self-service. Les gérants n'en veulent pas en raison de la concurrence et les travailleurs non plus, pour éviter le risque de licenciement progressif des pompistes et des employés des magasins de ces stations. En effet, en Guadeloupe, ce sont encore les

pompistes qui font le service d'essence aux conducteurs et cela concerne des centaines de jeunes travailleurs.

Les enseignants aussi sont en grève. Les lycées, l'université sont fermés, le rectorat ayant décidé de fermer les établissements sans même attendre les décisions prises par le personnel de chacun. À l'université Antilles-Guyane, les enseignants et ouvriers ont créé un comité de grève. Les examens ont été reportés à une date ultérieure.

Les travailleurs municipaux sont en grève, totalement comme aux Abymes, la plus grande ville de la Guadeloupe, ou partiellement. À Goyave, la grève des municipaux est totale depuis déjà plusieurs semaines, bien avant le début de la grève générale. Dans beaucoup de communes, les bureaux sont fermés.

Il est vrai aussi qu'en raison de la grève des stations, certains travailleurs qui peut-être voudraient reprendre le travail ne le peuvent pas, car ils ne peuvent plus circuler. Mais d'autre part, dans toutes les grandes entreprises, les travailleurs ont reconduit massivement la grève jour après jour dans des assemblées générales et déclarent qu'ils ne reprendront pas le travail tant que les revendications immédiates ne seront pas satisfaites. Lorsque les assemblées générales ne se tiennent pas dans les entreprises, ce sont des centaines de travailleurs rassemblés devant la Mutualité de Pointe-à-Pitre qui votent la reconduction de la grève par acclamation à la demande des représentants du collectif

La vision générale lorsqu'on circule dans l'île, c'est que les journées ressemblent à ce qu'on voit un dimanche : les rues et les routes presque désertes, et tout est fermé.

La « grève marchante »

Le patronat tente de faire croire que, si la grève est générale, c'est parce que des groupes de grévistes portent atteinte à la liberté du travail en menaçant les non-grévistes et en exerçant sur eux une violence particulière. C'est faux !

En réalité, oui, il y a en Guadeloupe une tradition séculaire de « grève marchante », qui vient de la tradition de lutte des ouvriers agricoles de la canne qui marchaient de champ en champ pour discuter avec leurs camarades, seule façon de généraliser le mouvement au sein des « habitations » dispersées. Cette tradition remonterait même aux temps de l'esclavage, où les esclaves circulaient à l'intérieur des champs pour organiser les révoltes.

Il y a donc des groupes de travailleurs qui marchent et passent d'entreprise en entreprise, soit pour expliquer leur mouvement à la minorité qui il y a quelques jours travaillait encore, soit pour vérifier et contrôler comment les choses se passent autour des entreprises en grève. Il s'agit alors d'aller se parler entre grévistes, d'échanger les informations, de reconforter les piquets de grève.

Ainsi, c'est la grande majorité des travailleurs salariés de Guadeloupe qui est engagée dans la grève générale et qui suit les directions syndicales, en particulier UGTG, CGTG, CTU, FO, CFDT, qui forment l'ossature des directions ouvrières du LKP (Lyannaj kont pwofitasyon) et même l'ossature du LKP tout court. Parmi elles, on peut dire que c'est le syndicat nationaliste UGTG qui a la plus forte influence, ensuite la CGTG, ce qui correspond du reste à leur représentation dans le monde du travail en Guadeloupe, dont le dernier baromètre a été les élections prud'homales.

Quant à la population dans son ensemble, elle soutient le mouvement avec une unanimité jamais observée depuis des dizaines d'années. Partout ce ne sont qu'encouragements à ne pas céder sans avoir obtenu satisfaction, en particulier sur le coût de la vie et les salaires. On n'observe pratiquement pas de plaintes contre les coupures de courant et autres gênes occasionnées par la grève générale dans la vie quotidienne. Mais c'est l'inverse plutôt qui apparaît, avec des messages de soutien et d'encouragement aux grévistes.

Une négociation animée

Pour les négociations, le collectif avait exigé de discuter avec tous ceux qui représentent tout ou partie du pouvoir politique et social en Guadeloupe : l'État en la personne du préfet, les présidents des assemblées locales (Conseil régional et Conseil général), tous les parlementaires, le Medef, les patrons de l'hôtellerie, les petites entreprises.

Ces différentes parties voulaient au départ négocier par domaine de compétences. Le collectif a refusé net. Après deux ou trois jours de tergiversations, ces représentants du pouvoir et élus locaux ont dû finir par accepter face à l'ampleur de la mobilisation.

Le ton fut donné dès le démarrage de la deuxième négociation, lundi 26 janvier. Les grévistes arrivèrent largement deux heures après l'heure fixée et, quand cela fut soulevé, ils expliquèrent que la route avait été longue car les forces de gendarmerie les avaient contrôlés à des kilomètres alors que les élus, les patrons et gens de la préfecture avaient pu venir sans aucune difficulté !

Dès le début de ce deuxième face-à-face entre les grévistes et le camp patrons-élus-préfet, les discussions continuèrent sur un problème de « méthode de discussion » ! Le préfet proposa une méthode en plusieurs points, dont le premier était que, dès que les négociations s'ouvriraient sur les revendications des grévistes, le collectif Lyannaj Kont pwofitation (LKP) suspendrait la grève !

Les représentants du LKP ont énergiquement rejeté cette proposition. Et Domota, de l'UGTG, et Nomertin, de la CGTG, décidèrent qu'il fallait commencer à discuter des revendications, et non bavarder sur la méthode de discussion. Ils accusèrent les patrons (soidisant « socioprofessionnels » !) et le préfet de jouer le pourrissement du conflit afin de mieux réprimer. Le préfet s'indigna alors que les représentants des grévistes puissent penser une telle chose ! Ceux-ci lui demandèrent alors : « *Pourquoi faites-vous venir depuis quelques jours des avions remplis de forces de répression supplémentaires ?* » Silence du concerné !

Quand la discussion finit par commencer sur les revendications, Nomertin, secrétaire de la CGTG, affirma : « *Nous voulons les 200 euros d'augmentation pour tous les travailleurs ; la grève continuera jusqu'à satisfaction de cette revendication ainsi que sur la fixation d'un smic local en fonction du coût réel de la vie en Guadeloupe où les prix sont plus élevés qu'en France* ».

Les deux syndicalistes (UGTG et CGTG) firent à tour de rôle différentes interventions très fortes, applaudis par les centaines de grévistes massés à l'extérieur. Des haut-parleurs avaient en effet été placés dehors et des radios et télévisions montraient en direct les débats ; signalons que RFO annonça que le reportage était le fait de travailleurs (journalistes et techniciens) grévistes, qui avaient accepté de le faire pour permettre à tous de suivre en direct toutes les négociations.

Les représentants des travailleurs en grève rappelèrent comment l'État subventionne à tour de bras les patrons, ceux de France (« Des milliards pour Renault, pour les banques, pour EADS » ) et comment ceux d'ici disent ne pas pouvoir accorder les 200 euros d'augmentation ! Un patron argumenta en disant : « *Si on vous donne 200 euros ici, il y aura des effets de délocalisation vers la Guyane et la Martinique, où ne sera pas appliquée l'augmentation de 200 euros* ». Nomertin lui répliqua : « *Les travailleurs de Martinique et de Guyane vont réclamer eux aussi des augmentations de salaire, et aussi ceux de France qui entrent en grève le 29 janvier* ».

D'une façon générale, les intervenants de Lyannaj kont pwofitasyon (LKP) fustigèrent, dénoncèrent les méthodes des patrons, leur façon d'engranger toutes sortes de subventions publiques, de s'enrichir sur le dos des travailleurs ici et d'aller ouvrir des entreprises dans les pays où les salaires sont plus bas, où la protection sociale est inexistante ou très faible, tels que Saint-Domingue, la Dominique et même Mayotte.

Fleming, du PCG, intervint pour dire : « *Vous, les patrons, vous parlez des salaires comme d'une charge sociale. Les salaires représentent une partie du travail des salariés et ceux-ci réclament une meilleure répartition de la richesse, un peu moins pour vous, un peu plus pour les travailleurs.* »

Il faut relever les arguties du président socialiste du Conseil régional pour dire que l'augmentation de salaire n'était pas la seule façon d'augmenter le pouvoir d'achat ; on pouvait aussi baisser des prix, notamment par la baisse des taxes diverses, de la TVA ou de l'octroi de mer (vieille taxe coloniale), se lançant dans toute une énumération de ces baisses de taxes d'État ou locales. À croire que les patrons lui avaient demandé de convaincre les travailleurs grévistes de ne pas revendiquer d'augmentation de salaire. Un rôle qui lui vaut de plus en plus le mépris des travailleurs en grève, qui le brocardent sur des airs de *gwo-ka*.

Les milliers de gens qui ont suivi ce « débat-négociation » ont été très satisfaits de voir ceux qui les représentent dénoncer avec vigueur et conviction les méfaits des patrons et du capitalisme, dénoncer des marges inexplicables sur les produits, bien au-delà des prétendus frais d'approche dû à notre éloignement de l'Europe. Ils étaient contents de voir dénoncer l'appétit de subventions et de défiscalisations de ces gens-là et leur refus de toute amélioration des salaires des travailleurs, dont un grand nombre vivent avec des emplois précaires, bien au-dessous du smic actuel, et souvent à la limite ou au-dessous du seuil de pauvreté. Les signes d'encouragement et d'adhésion se multiplient dans la population pauvre envers la grève !

L'attitude pleine de fermeté et de détermination des deux responsables de l'UGTG et de la CGTG exprimait la volonté de milliers de grévistes et de milliers de pauvres qui soutiennent la grève et qui veulent qu'elle tienne bon jusqu'à ce que ce patronat arrogant et méprisant cède sur les revendications de salaire, et que l'État cède sur le problème de l'augmentation du smic conformément au coût de la vie locale. D'autres « négociations » étaient prévues, les jours suivants...

## Les trois grands centres de ralliement des grévistes

### À Pointe-à-Pitre

Le plus important centre de ralliement se trouve dans et autour du palais de la Mutualité de Pointe-à-Pitre. C'est dans ses salles que se réunissent les représentants des 49 organisations qui composent la direction actuelle du mouvement Lyannaj kont pwofitasyon.

Une partie de la rue est barrée devant l'entrée par les grévistes. C'est là que se tiennent des meetings quasi permanents. C'est là qu'on vient aux nouvelles. C'est de là que partent les manifestations. Quand il n'y a pas de meeting ou de prises de parole, des groupes de Léwoz (le Gro ka, le tambour traditionnel, avec un chanteur et des répondeurs et danseurs) se retrouvent et créent l'animation. Les groupes musicaux de Léwoz les plus populaires s'y retrouvent régulièrement. En dehors des meetings officiels des organisations, la parole est libre et à qui veut la prendre. De nombreux travailleurs, particulièrement des femmes travailleuses, viennent y prendre la parole et protestent en particulier contre la vie chère et les difficultés quotidiennes. Des jeunes aussi prennent la parole. Tous les soirs se tiennent des meetings centraux, chaque fois devant des centaines de participants.

L'ambiance générale dans et autour du palais de la Mutualité de Pointe-à-Pitre rappelle ainsi celle qui régnait à la Sorbonne en Mai 1968 à Paris, au moins à ceux qui l'ont connue alors dans l'émigration. Mais la différence importante est que c'est un centre ouvrier, et non étudiant. C'est là que viennent les travailleurs pour échanger et s'informer, en particulier les délégués des piquets de grève.

### Au Moule

C'est autour des travailleurs de l'usine sucrière de Gardel et des deux syndicats UGTG et CGTG que la grève s'est étendue et que bon nombre de petites entreprises ont fermé soit plusieurs jours, soit alternativement, soit un jour ou deux. Une grande manifestation s'est déroulée vendredi 23 janvier sous la forme justement de la « grève marchante ».

### À Basse-Terre

Dans cette ville qui est la capitale administrative, le centre d'animation se trouve autour du local de l'association Ensemb ensemb. C'est là aussi, autour du palais du Conseil général, que sont massés les transporteurs en grève.

Après les journées de préparation de la grève on en est maintenant à son organisation quotidienne.

Les négociations ont commencé et le mot d'ordre général de Lyannaj kont pwofitasyon est qu'il n'est pas question de reprendre le travail avant que les revendications immédiates soient satisfaites. Mais mieux, il faut renforcer la grève et augmenter le niveau de mobilisation et de détermination sous toutes leurs formes pendant les négociations.

## **Lutte Ouvrière du 4 février 2009 Jégo est arrivé... sans se presser, mais la lutte continue !**

*Le quotidien de Guadeloupe France-Antilles a titré sa parution du mardi 3 février : « Jégo réamorçage les pompes ». Ce qui depuis des mois est réclamé par les petits patrons des stations-service, à savoir la limitation des créations de nouvelles pompes automatiques, a brusquement été possible.*

Pour tenter d'affaiblir le mouvement populaire autour de Lyannaj kont pwofitasyon (LKP - Alliance contre l'exploitation outrancière) le secrétaire d'État à l'Outre-mer Jégo, venu en Guadeloupe, a donc sacrifié les intérêts du groupe de grands patrons qui veulent essaimer des pompes automatiques sur toute la Guadeloupe au nom de la libre concurrence. Il l'a fait pour affaiblir le mouvement gréviste conduit par LKP, parce qu'avec l'absence de carburants même les gens hostiles au mouvement et les non-grévistes se trouvaient immobilisés et de fait rien ne pouvait fonctionner.

Un calcul pour affaiblir la grève

Par exemple, toutes les écoles, les lycées et l'université sont fermés depuis le début du mouvement sur décision du rectorat, à la fois parce qu'il n'y avait pas de transport scolaire et que les professeurs eux-mêmes connaissaient des difficultés de transport. Le calcul de Jégo est de remettre tout le monde en circulation et de voir venir, de tabler sur un affaiblissement des grévistes, de compter sur les travailleurs les moins conscients, les moins tenaces, pour isoler le mouvement dirigé par le LKP.

D'ailleurs c'est très significatif, depuis son arrivée il a rencontré toutes sortes de gens, des petits aux grands patrons. Il a même organisé une rencontre avec quelques intellectuels connus, dits de la société civile : un écrivain connu, un professeur de philosophie connu, deux professeurs d'université de la mouvance indépendantiste, certains d'entre eux ont participé à un déjeuner-débat. Mais le LKP, ayant eu vent de la chose, a fait

savoir à ces personnes qu'il n'était pas question qu'elles s'engagent au nom du mouvement, ni qu'elles s'engagent à quoi que ce soit. Elles ont donc décidé de faire prudemment une déclaration pour dire qu'ils attendraient la fin du mouvement pour discuter avec le ministre de l'avenir de la Guadeloupe et d'autres affaires.

Le ministre affirme que, de son côté, il a pris des dispositions pour que les patrons disposent de 130 euros par salarié, sous forme d'exonérations diverses, mais que malgré ces pressions le patronat ne veut rien céder. Les assemblées de patrons pleurnichant sur leurs entreprises bloquées, dénonçant les atteintes à la liberté du travail se sont multipliées. Mais certains ont montré le vrai visage du patronat, avec des déclarations extrêmement agressives et quasi racistes envers les grévistes.

Domota (UGTG) et Nomertin (CGTG), représentants du LKP, ont réaffirmé sur les médias que la grève des salariés continuait dans les stations-service. Ils ont dénoncé le fait que le patronat de Guadeloupe faisait traîner les négociations avec Jégo et ne faisait aucune proposition au LKP, espérant que le mouvement de grève se fatiguera et que les salariés grévistes seront isolés.

Les deux dirigeants syndicaux ont donc appelé de nouveau à renforcer les piquets de grève et à créer des collectifs LKP partout où c'était possible. Des meetings ont été lancés dans les communes. C'est ainsi que lundi 2 au soir à Capesterre – où Jean-Marie Normentin a été ouvrier dans les bananeraies de cette région – un meeting, dont la préparation a commencé à 15 heures, rassemblait sur la place de la Mairie, à 18 heures, près de 600 personnes.

### **La grève doit continuer**

Les dirigeants de la grève appellent les travailleurs à tenir bon et à aller jusqu'au bout des possibilités du mouvement qui, malgré le travail de sape de Jégo, a encore beaucoup de force. Nomertin a expliqué dans une réunion : *« Lorsque nous sommes en grève dans la banane ou dans les hôpitaux ou dans les municipalités, nous avons mené nos grèves alors que tout le monde circulait, bénéficiait d'essence, et cela ne nous a pas empêchés de gagner. »*

On peut dire que la majorité des organisations qui constituent LKP continuent à appeler à la grève et à se battre. Tout en sachant qu'après quinze jours de grève, tout repose maintenant sur la ténacité des travailleurs. Un grand meeting était appelé le mardi 3 février, devant le palais de la

Mutualité. Dans les jours qui viennent, on verra quelle sera la force du mouvement gréviste et du soutien populaire autour de lui.

LKP maintient ses exigences sur dix-huit points de revendications immédiats, à l'intérieur d'un cahier de revendications plus important. Dans un dernier tract du 2 février, il réclame l'augmentation des 200 euros, la baisse immédiate du prix des carburants, la baisse du prix de l'eau, de l'électricité, des transports et des produits de première nécessité... Sur le gel des loyers, Jégo a affirmé publiquement qu'il était pour. LKP réclame aussi la suppression des taxes sur les engrais, les désherbants, les semences, les aliments pour le bétail, le gazole. Ainsi que, pour aider les pêcheurs, des suppressions de taxes sur le matériel et les intrants, et la baisse du coût de ces intrants, etc.

### **Des premiers acquis**

La grève générale et le mouvement populaire qu'elle a suscité ont déjà eu des effets positifs dans différents domaines. Mis à part le fait assez comique de voir Jégo dire qu'il était d'accord avec LKP : *«Ilya trop de "pwofitasyon" en Guadeloupe » !*

Ainsi, une négociation qui semblait impossible à Pôle-Emploi (fusion Assedic-ANPE) s'est engagée depuis le début du mouvement. Aujourd'hui, les travailleurs de Pôle-Emploi estiment avoir fait céder la direction sur un certain nombre de points qui semblaient jusqu'alors impossibles à satisfaire.

Les syndicats enseignants, depuis le début de la grève générale, sont en négociation permanente avec le recteur. Ils réclament, entre autres, la titularisation des emplois précaires, l'embauche de 19 professeurs d'école pour 19 classes qui sont sans professeur depuis le début de l'année. Du coup, le recteur est parti à Paris pour en discuter au ministère.

On apprend aussi des exemples d'entreprises où des travailleurs ont obtenu des passages de CDD à embauche et même de travail temporaire à horaire plein, sous la seule menace de faire venir dans l'entreprise une délégation importante de LKP.

Pour l'instant, on n'a pas encore un bilan complet de tous ces cas, mais il est certain que le climat créé par la mobilisation a, dans une certaine mesure, modifié le rapport des forces entre patrons et salariés. Le gros point qu'il reste à arracher, c'est l'augmentation des salaires, qui finalement ne représentera que 70 euros sortis de la poche des patrons puisque l'État leur a déjà donné 130 euros ! Mais ce n'est pas encore gagné, car le patronat de Guadeloupe, composé de gros capitalistes Békés (héritiers directs des ex-

esclavagistes) et d'un moyen et petit patronat noir qui pousse dans leur ombre, est vorace, tenace et va-t-en-guerre.

La lutte des salariés de Guadeloupe continue. Et comme le disait Jean-Marie Nomertin de la CGTG : *« Nous avons déjà gagné quelque chose d'essentiel dans la présente lutte, c'est la confiance en nous-mêmes. Nous avons vu que dans nos rangs existent des hommes, des femmes et des jeunes totalement prêts à se battre pour que les choses changent en Guadeloupe. »*

*Nous ne pourrions pas changer nos conditions d'existence, matérielles et morales, en un seul combat. Mais nous nous battons jusqu'au bout dans le mouvement actuel pour arracher le maximum de revendications et, quelle que soit l'issue de la lutte actuelle, nous disons déjà à nos adversaires que le mouvement reprendra, et ce sera avec plus de force, plus de conscience, plus de militants et donc plus de capacité d'organisation. Alors nous exigerons encore plus que cette fois, pour parvenir à de vrais changements dans notre vie. »*

Alors que se poursuit le mouvement des travailleurs de Guadeloupe, le 5 février les travailleurs de Martinique devaient s'engager eux aussi dans une grève générale, en mettant en avant la revendication de salaire de 300 euros pour tous. De nombreux travailleurs souhaitent que cette grève soit reconductible.

## **Lutte Ouvrière du 13 février 2009 La Martinique rejoint la grève**

*Après une longue campagne de mobilisation sur une plate-forme revendicative, l'intersyndicale des organisations syndicales de Martinique composée de la CGTM, CDMT, CGTM-FSM, l'UGTM, l'UNSA, la CSTM, la CFTC, appelait à une journée de grève le 5 février.*

Ce jour-là, dès 8 heures, la cour de la Maison des syndicats était vite remplie et les manifestants se massaient sur le boulevard Général de Gaulle. L'ambiance était chaude. Les manifestants parlaient de leur mobilisation mais surtout de leurs revendications, des salaires, de la vie chère. Après les allocutions des responsables des organisations syndicales, les cortèges des organisations se formèrent, banderoles et drapeaux en grand nombre, et une manifestation impressionnante s'élança dans les rues de Fort-de-France. On pouvait compter 15 à 18 000 personnes qui pendant plus de trois heures

lancèrent des slogans, reprenant des chants fustigeant la vie chère et criant leurs revendications.

À la fin de la manifestation, les responsables de l'intersyndicale avaient un rendez-vous à la préfecture. La délégation en ressortit vers 15 heures. Le préfet proposait à l'intersyndicale une première rencontre avec les patrons, la Région, le Département, les parlementaires, dès le vendredi 6 février à 10 heures du matin. C'est alors que l'intersyndicale se prononça effectivement pour la reconduite de la grève.

Avant cela et avant qu'une partie importante des militants ne quitte le cortège, la CGTM avait donné d'ores et déjà un rendez-vous le vendredi matin pour continuer la mobilisation. Rejointe par de nouveaux syndicats et des associations, l'intersyndicale décida de se constituer en Collectif du 5 février pour le pouvoir d'achat et contre la vie chère.

L'organisation de la journée du vendredi se fit de façon un peu dispersée. La CGTM avait entrepris d'aller sensibiliser les salariés de la zone commerciale de la Lézarde au Lamentin. Les autres syndicats (FOCDMT-UGTM) avaient décidé des « opérations Molokoy » aux différentes entrées de Fort-de-France, et de converger vers le centre-ville puis la préfecture vers 10 heures après une nouvelle manifestation dans les rues.

Malgré une pluie battante, un groupe de 400 manifestants partit du Hall des sports au Lamentin et sillonna à pied la zone commerciale, se trouvant tour à tour à Mr. Bricolage, Intersport, Sofrima, Renault, la Librairie Antillaise, Chronopost et plusieurs agences moins importantes. Leur marche était accompagnée de la sono et des slogans très dynamiques comme : « L'huile-a : trop chère, la morue-a : trop chère, loyers-a trop chère, électricité trop chère... ». « Ki sa nou lé ? », « 300 euros net ». À chaque fois, ils se regroupaient devant le magasin et s'adressaient aux salariés pour leur demander de rejoindre le mouvement. Lorsque le patron avait baissé les rideaux et que les salariés se trouvaient enfermés à l'intérieur, ils insistaient pour que les clients et les salariés sortent effectivement. Ceux-ci passaient alors devant une haie d'honneur et la discussion reprenait pour les entraîner dans le mouvement.

À Chronopost, les salariés de l'entreprise ont interpellé les manifestants. Réclamant notamment une prime ultramarine mensuelle de 200 euros, ils voulaient un « coup de main » pour que leur patron les reçoive immédiatement dans le cadre de leurs négociations annuelles obligatoires. Une délégation des manifestants a donc interpellé le patron qui est alors sorti

en déclarant qu'il acceptait de recevoir les salariés et de commencer la négociation.

Dans l'après-midi, les manifestants sont retournés à la Maison des syndicats à Fort-de-France. Une partie d'entre eux, sono en tête et en continuant à lancer des slogans, a rejoint le groupe de manifestants de Fort-de-France qui s'étaient massés devant la préfecture pour appuyer la délégation du Collectif du 5 février dans la négociation, jusqu'à la suspension de la première journée de celle-ci, à 22 heures.

### **La grève continue de plus belle**

Lundi 9 février, très tôt le matin, les grévistes avaient choisi de s'adresser aux salariés travaillant dans les zones commerciales situées aux alentours de Fort-de-France, zone des Mangles, zone de la Lézarde ou de Château-bœuf. Les accès à ces zones ont été bloqués jusqu'à 9 heures du matin, avec le renfort des camionneurs, et des prises de parole ont eu lieu pour appeler les salariés à rejoindre le mouvement. Puis les grévistes se sont regroupés à la Maison des syndicats à Fort-de-France.

Le gros des grévistes de toutes les organisations syndicales arrivait entre 9 heures et 10 heures, hommes, femmes et enfants, jeunes, se rassemblaient petit à petit. La discussion entre eux allait bon train. Tous étaient écœurés du départ de Jégo, le secrétaire d'État à l'Outremer, de la négociation qui se déroulait en Guadeloupe. Des tracts sur la situation étaient distribués par les organisations syndicales et politiques et commentés avec intérêt par les uns et les autres.

Vers 10 heures un cortège de jeunes élèves et étudiants rejoignait la manifestation. Ils s'étaient tout d'abord regroupés sur le Bord de Mer à Fort-de-France et avaient fait leur service d'ordre pour protéger leur manifestation.

Environ 20 000 personnes s'ébranlèrent à partir de 10 heures et manifestèrent sur le boulevard de SainteThérèse. Ils rejoignirent le quartier populaire de Dillon à l'entrée de Fort-de-France en scandant avec force et enthousiasme leurs slogans et notamment « l'huilea : bésé-y », « loyer-a : bésé-y », « impôt-a : bésé-y », « ka nou lé : 300 euros net », ou « Matinik' sé ta nou, Matinik sé pa ta-yo, on band' volè, on band'mentè, nou fouté yo dewo ».

En passant dans les quartiers populaires de SainteThérèse, Dillon ou Volga, des femmes ou des jeunes rejoignirent le mouvement. La manifestation était estimée à 35 000 personnes soit bien plus que celle du jeudi 5 février.

Retournés à Fort-de-France vers 14 h 30, une grosse partie des manifestants se regroupèrent devant la préfecture où avaient repris les négociations entre le Collectif du 5 février, le préfet, les patrons, la Région, le Département. Là, un podium avait été dressé et des artistes accompagnèrent jusqu'à plus de minuit les manifestants rassemblés et la délégation du Collectif.

L'association des maires a annoncé que les mairies fermaient leurs services jusqu'à nouvel ordre en soutien aux revendications du Collectif. Chaque soir, les grévistes tiennent une assemblée générale à la Maison des syndicats pour définir la suite du mouvement.

Le mouvement continue de se renforcer pour arracher les revendications contre la vie chère et pour le pouvoir d'achat, les emplois et les augmentations de salaires.

## **Lutte Ouvrière du 20 février 2009**

### **Éditorial d'Arlette LAGUILLER**

## **Vive la lutte des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique !**

Les travailleurs de Guadeloupe entament leur cinquième semaine de grève générale. Ils ont été rejoints par leurs camarades de Martinique.

Jégo, le ministricule chargé de l'Outre-mer, qui, après avoir promis dans les négociations des augmentations de salaire, s'est dédit ensuite lamentablement, hausse aujourd'hui le ton. Il retrouve le langage habituel du patronat et du gouvernement sur ces grévistes qui « prennent la population en otage ». Dans cette situation, l'argument n'est pas seulement choquant, il est ridicule. La grève bénéficie du soutien de la quasitotalité de la population, une minorité de profiteurs mis à part. Des manifestations de 20 000, 30 000, voire 60 000 personnes se succèdent dans une Guadeloupe qui compte 450 000 habitants !

Les grévistes bénéficient de l'accord profond de tous, car tous souffrent des prix élevés. Les prix, y compris ceux de la nourriture ou des produits les plus indispensables, sont supérieurs de 20 % à 50 % à ceux du continent où, pourtant, ils augmentent déjà de façon intolérable. Les responsables en sont identifiables. La plupart des grandes surfaces, l'industrie alimentaire locale,

l'import-export sont entre les mains d'une douzaine de grandes familles qui sont en situation de monopole et qui rackettent littéralement la population avec la bénédiction des autorités étatiques. Ce sont les mêmes qui possèdent une grande partie des terres et qui, après s'être enrichies dans la production de la canne à sucre, continuent à s'enrichir avec celle de la banane.

Pour la plupart, ce sont des Békés, c'est-à-dire ces descendants des anciens maîtres d'esclaves qui vivent dans un luxe inouï, dominant la vie sociale et qui ont des amitiés jusqu'aux sommets de l'État français.

Si la grève porte sur des revendications matérielles et, avant tout, sur une augmentation de salaire de 200 euros en Guadeloupe et de 300 euros en Martinique, c'est aussi une grève pour la dignité, dans cette société antillaise où les femmes et les hommes qui sont d'origine africaine ou indienne constituent la partie la plus pauvre de la population : ouvriers, employés, chômeurs. En revanche, plus on monte dans l'échelle des richesses ou dans l'administration étatique, plus les places sont occupées par la minorité d'origine européenne.

Si cette lutte pour la dignité représente un aspect, ô combien légitime, de la lutte qui se déroule là-bas, ceux qui insistent sur les seuls aspects spécifiquement guadeloupéens ou martiniquais du mouvement en diminuent l'importance et la signification. Même la responsabilité des hausses de prix n'incombe pas aux seuls Békés. À côté d'eux, au-dessus d'eux, il y a les grandes sociétés européennes ou françaises, parmi lesquelles Total. Cette entreprise, la plus riche et la plus puissante de France, contrôle totalement l'approvisionnement en pétrole des Antilles par l'intermédiaire d'une filiale. Or, rappelons-le, ce sont les prix du carburant qui ont été l'étincelle qui a allumé l'incendie social.

Alors, la lutte des travailleurs et de la population contre les hausses de prix, c'est aussi la lutte contre ces grandes entreprises françaises qui les volent et qui les exploitent, mais qui nous volent et qui nous exploitent aussi ici.

Et puis, une minorité qui pille et exploite la majorité, c'est la Guadeloupe, c'est la Martinique, certes, mais c'est aussi la France continentale. Bien sûr, sur le continent, il n'y a pas le poids d'un passé esclavagiste ! Et le luxe des grandes fortunes de France est plus caché encore que celui des Békés. Malgré sa fortune de 300 millions d'euros, la plus riche famille béké n'arrive qu'à la 136<sup>e</sup> place, bien loin des Bettencourt, Arnault,

Pinault, Dassault, Lagardère, Bouygues, Bolloré, etc., qui exercent un pouvoir plus grand encore sur la société, sur l'État.

Les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique ne montrent pas seulement l'exemple aux autres départements d'outre-mer. Ils le montrent à tous les travailleurs.

L'augmentation des salaires, l'arrêt des hausses de prix, pour lesquels ils se battent, concernent tous les travailleurs. C'est une partie de nous-mêmes qui a choisi la lutte et qui nous montre la voie. Il est de notre intérêt à tous, travailleurs de là-bas et ceux d'ici, que la lutte se propage à l'échelle de l'ensemble de la classe ouvrière car, alors, nous multiplierons nos chances de changer le rapport de force entre exploités et exploités.

*Éditorial des bulletins d'entreprise du 16 février*

## **Lutte Ouvrière du 20 février 2009 Guadeloupe : la grève se durcit et la mobilisation s'amplifie**

*La grève en Guadeloupe est totale. Le groupe Hayot et Despointes (ce dernier auteur des dernières déclarations racistes) ont tenté d'ouvrir les Carrefour de Milenis et de Destreland sous la protection de la police en embauchant des intérimaires. Parfois certains patrons exigent qu'ils dorment sur place. Mais en fait, ils n'y parviennent pas.*

Partout les piquets de grève, visibles depuis les grands axes, devant les entreprises, sont là debout, vigilants ou jouant aux cartes devant l'entreprise.

Les travailleurs en grève ont pris le pouvoir de fermer ou d'ouvrir, quand ils le veulent et quand c'est nécessaire, certaines entreprises pour ravitailler la population. C'est ainsi que les travailleurs CGTG de la SARA (société anonyme de raffinerie des Antilles) ont accepté de faire livrer les bonbonnes de gaz (il n'y a pas de gaz de ville en Guadeloupe). Pendant trois jours, la semaine précédente, les grévistes ont ouvert les stations d'essence pour permettre le ravitaillement, tout en avertissant qu'à partir du lundi ce serait de nouveau bloqué. Sur le port en grève ils ne laissent passer que les containers de première urgence comme le matériel médical par exemple.

À l'aéroport, les avions sont obligés d'aller se ravitailler dans les îles voisines, comme Saint-Martin, Porto-Rico ou Antigua.

Au moment où nous écrivons, rien ne fonctionne à part la distribution d'eau et d'électricité, avec de petites coupures tournantes d'électricité, mais courtes. Par contre, il a été discuté au niveau du LKP et parmi les

travailleurs grévistes de la Générale des Eaux de ne pas couper l'eau, d'autant que les travailleurs communaux sont en grève et que les services de voirie ne fonctionnent plus, entraînant une puanteur autour des poubelles surchargées. Ce problème commence à être étudié par le LKP et les grévistes afin de soulager ces dernières nuisances supportées par la population.

Enfin partout, les militants sont encouragés par la population. Les gens leur disent « Merci, merci, de ce que vous faites pour nous », « Enfin on a réalisé l'unité ». Lors d'une caravane en fin de semaine dernière en passant dans toutes les communes, la population applaudissait et félicitait les militants du LKP qui leur parlaient par groupes de deux cents dans chaque zone.

Alors, bien sûr, les officiels, administration et élus, etc., ont déversé leur indignation envers ce qu'ils appellent « débordements et pillage », etc. Certes, on a constaté que certains magasins avaient été ouverts et dévalisés, mais dans l'ensemble, cette explosion de colère qui a touché toute l'agglomération urbaine montre surtout l'exaspération des jeunes dans un pays qui compte près de 30 % de chômeurs, dont une moitié de jeunes. Une personne sur six vit au-dessous du seuil de pauvreté, plus de 25 000 Rmistes. Ce qui est étonnant est qu'une telle explosion de colère ne se soit pas produite avant.

Le refus du patronat, son attitude méprisante et arrogante, les mensonges de Jégo et de Fillon qui renient leur parole ont envenimé la situation. C'est pour cela que des barrages ont été érigés sur toutes les routes de Guadeloupe et que les jeunes ont laissé parler leur colère. On peut toujours condamner les « débordements », cela ne changera rien tant qu'il n'y aura pas une réponse claire aux revendications du LKP et des syndicats. La situation ne se calmera pas en Guadeloupe. Il n'y a aucune raison pour que ceux qui ont manifesté depuis quatre semaines parfois au nombre de 10 000, 20 000 jusqu'à 60 000 dans les rues acceptent d'arrêter leur mouvement sans rien recevoir d'autre que des petites primes par-ci par-là, quelques pistaches ! Ils réclament de vraies augmentations de salaires, la titularisation des précaires, la diminution de prix sur les marchandises de consommation courante, une nouvelle baisse sur le prix des carburants et du gaz...

Les patrons, et en particulier le grand patronat, sont tellement voraces et rapaces qu'ils en deviennent inintelligents. Ils ne se rendent même pas compte que leur refus d'une augmentation de salaire de 200 euros leur fait

courir le risque de perdre bien plus que cela et même de n'avoir plus de place en Guadeloupe pour continuer à y faire des affaires.

## **Lutte Ouvrière du 20 février 2009 Guadeloupe, au 29<sup>e</sup> jour de grève générale : les interventions de la police**

*Depuis lundi 16 février, au 27<sup>e</sup> jour de la grève générale en Guadeloupe, la tension est montée d'un cran.*

Grévistes et manifestants, las d'arpenter les chaussées de Pointe-à-Pitre, ont décidé qu'ils en avaient assez de marcher et marcher sans cesse pour obtenir satisfaction de leurs revendications. Ils ont annoncé leur intention de bloquer complètement la Guadeloupe, jusqu'à ce que les patrons et l'État reconnaissent l'accord du 8 février. Accord qu'ils avaient eux-mêmes mis sur pied avec les syndicats membres du collectif LKP. Les manifestants sont passés à l'action.

Face au refus du patronat, des Békés, du gouvernement, de céder aux revendications du LKP (alliance contre l'exploitation outrancière), celui-ci a décidé d'appeler à organiser des barricades et des barrages routiers sur certains grands axes.

Cela fut fait particulièrement à Gosier, au lieu-dit Poucette sur la route nationale, les forces de police sont intervenues avec une grande brutalité. Elles ont chargé, tabassé, piétiné une femme et frappé brutalement plusieurs autres, en plus des militants. Car autour des 200 militants et sympathisants LKP qui se trouvaient sur ce barrage, la population était aussi venue soutenir ou prêter main-forte. Les CRS visaient particulièrement un certain nombre de dirigeants. C'est ainsi que le secrétaire de la fédération de l'hôtellerie UGTG, Charly Landau, et un autre dirigeant de l'UGTG, Gabriel Bourguignon, furent interpellés et embarqués sans ménagement. Puis d'autres jeunes. En tout il y eut 80 interpellations brutales.

Le militant le plus gravement touché fut Alex Lollia, secrétaire général de la CTU. Il a été interpellé et emmené à l'hôpital avec de nombreuses contusions, une cheville cassée ou foulée. Étant cardiaque, il fut gardé en observation. La nouvelle courut vite dans toute l'île. L'interpellation de Lollia, très connu, dans ces conditions causa un grand émoi dans la population.

Lollia a déclaré sur les ondes que les CRS lui ont crié avant de le frapper « *on a vu ta sale gueule de nègre à la télé hier soir* ». Plusieurs témoignages de camarades du LKP frappés et molestés concordent sur le fait que les forces de l'ordre frappaient aux cris de « sale nègre ». Ce qui a fait dire à Alex Lollia sur les ondes que ces forces n'étaient pas venues rétablir la libre circulation, mais voulaient « casser du nègre », selon leur expression devenue tristement célèbre depuis la tuerie de Mai 1967.

Un membre du service d'ordre du LKP a aussi reçu une balle dans la jambe. Le CRS ou le gendarme a déclaré qu'il n'avait pas visé mais que « la balle est partie involontairement »!?!?

### **Sur la place de la Victoire à Pointe-à-Pitre**

Quelques heures après, la tension est encore montée lorsque la foule s'est massée sur la place de la Victoire pour exiger la libération des interpellés, toujours au son du « gro ka ». Le LKP a exigé et obtenu qu'une délégation aille s'entretenir avec le directeur de la police. Les cordons de CRS, après le lui avoir demandé, ont laissé passer six membres dirigeants du collectif. Ces derniers ont interpellé le directeur de la police. Il y avait devant le commissariat le député socialiste Jalton (très bien vu des manifestants), le maire de Pointe-à-Pitre et deux ou trois conseillers généraux. Christiane Taubira, députée de Guyane, présente en Guadeloupe, est également venue exiger la libération des jeunes.

Lorsque la délégation du LKP arriva devant le commissariat et voulut y pénétrer, elle déclara qu'elle avait autant de légitimité que le député Jalton et les autres élus en ces circonstances et que c'était « nos camarades et non ceux de Jalton » qui étaient en garde à vue.

Les dix jeunes qui se trouvaient là au commissariat de Pointe-à-Pitre furent relâchés, puis regagnèrent avec la délégation du LKP les milliers de manifestants, sous les hourrahs.

Fait à signaler : tous les jeunes à l'interrogatoire, à part trois, ont déclaré s'appeler LKP 1, LKP 2, LKP 3, LKP 4, etc. Sauf trois d'entre eux qui, ayant leurs papiers sur eux, furent fouillés et obligés de déclarer leur véritable identité. Ils refusèrent d'être pris en photo et qu'on leur prenne leurs empreintes digitales. Ils doivent être traduits en justice en... juin. Tous les autres interrogés dans d'autres commissariats ont été libérés.

### **Dans les autres communes**

Ailleurs, le barrage du lieu-dit « La Boucan », commune de Sainte-Rose, tient bon jusqu'à présent. Les forces de répression ont chargé pour le briser,

mais les manifestants en ont construit trois ou quatre autres très hauts, très renforcés derrière. Jusqu'à présent, ils n'ont pu les détruire.

À Capesterre, lundi 16 février, les manifestants ont tenu pendant plusieurs heures sur leur barrage avant d'être délogés, mais ils n'étaient pas très nombreux. Le lendemain, ils étaient bien plus nombreux. Ils en construisirent deux et mirent au moins une fois les forces de l'ordre en déroute par une pluie de pierres. Les barrages ont tenu.

À Petit Bourg, mardi 17, le barrage a tenu toute la journée avec environ 200 manifestants, toujours du LKP. Des jeunes très remontés avaient amassé des pierres et des armes légères. Il fallut beaucoup de persuasion du service d'ordre du LKP pour qu'ils n'agressent pas de front les forces de police, bien armées. Le service d'ordre put obtenir d'eux, non sans mal, qu'ils dégagent juste après les sommations légales des gendarmes. Ils se massèrent de part et d'autre du rond-point de « carrère-Montebello » en criant, en lançant des pierres. Les forces de l'ordre répondaient par des grenades lacrymogènes. Mais visiblement elles avaient reçu des ordres de modération en raison des brutalités de la veille.

C'est bien net maintenant : lorsqu'on voit des Noirs parmi les forces de l'ordre, c'est que les interventions seront moins brutales. Lorsque les ordres sont de sévir, on ne voit que des militaires blancs intervenir. Du reste, ces gendarmes ou CRS noirs se sont fait copieusement injurier. Les manifestants leur disaient « restez derrière », « ne faites pas les « neg à blan » (ne soyez pas les larbins des Blancs), « vous êtes des traîtres », « venez avec nous ».

Toujours sur ce barrage de Petit Bourg (à Montebello), un petit groupe de jeunes a échappé à la vigilance du service d'ordre et a tenté de refaire un barrage en amont. Un camion de police a foncé vers eux et lancé une pluie de grenades lacrymogènes. Les jeunes répondaient par une pluie de pierres. Un jeune reçut une grenade lacrymogène à tir tendu dans l'estomac. Il fut évacué en ambulance, mais ne fut que légèrement touché. Pendant ce temps, discrètement, des groupes de jeunes partaient pour construire un barrage ailleurs à l'entrée de la commune.

Partout dans l'île, ce ne sont que voitures calcinées, routes et rues encombrées par des groupes de jeunes excédés.

Il faut signaler particulièrement le cas de la commune du Gosier, complètement isolée du reste de l'île par des barrages. C'est dans cette commune que les brutalités du 16 février ont été les plus fortes. Et la

population s'est rendue en masse pour aider les militants du LKP, prenant de nombreuses initiatives.

Au moment où nous écrivons, les barrages routiers se multiplient en Guadeloupe avec la participation et le soutien actif de toute la population, en dépit des interventions policières. Rien ne fait reculer la détermination de la population amassée autour des barrages : ni les coups, ni les grenades lacrymogènes, ni les arrestations et détentions de jeunes manifestants !

## **Lutte Ouvrière du 20 février 2009 Au Moule (Guadeloupe) : une commémoration particulière de la tuerie du 14 février 1952**

Une manifestation particulièrement puissante s'est déroulée samedi 14 février dans la ville du Moule. Il s'agissait de commémorer la tuerie coloniale du 14 février 1952 dans cette commune, lors d'une grève des travailleurs agricoles de la canne. Quatre travailleurs avaient été tués (dont une femme enceinte), qui du reste n'étaient même pas activement participants du mouvement de grève, par les troupes coloniales. Ces troupes avaient tiré à vue et pour l'exemple en quelque sorte.

Chaque année cette commémoration est organisée par l'UGTG et la CGTG autour des travailleurs de l'usine à sucre de Gardel et de la CTM (centrale thermique du Moule). Généralement, entre 10 et 50 personnes y participent et déposent une gerbe à la mémoire de ces travailleurs tués. Mais ce 14 février 2009, ce sont près de 20 000 personnes qui ont défilé à l'appel du LKP dans les rues du Moule.

Puis autour du lieu de la fusillade de 1952, sur le boulevard Rougé, la délégation des 49 organisations du LKP salua la foule. Il y eut plusieurs interventions, celle de R. Gama historien, ainsi que celle de Christiane Taubira Delanon, venue spécialement en Guadeloupe, et celles des deux principaux dirigeants du mouvement, Élie Domota, secrétaire général de l'UGTG, et Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG. Fred Zita, un vieux travailleur, fit une intervention particulièrement remarquée.

Bien qu'il s'agissait de commémorer une tragédie, l'enthousiasme populaire qui accompagna cette manifestation, toujours au son des tambours des groupes et associations culturelles, était considérable. La presse française et internationale a relaté l'importance de l'événement.

Mais surtout, tous les intervenants ont insisté pour appeler à profiter du week-end pour faire monter d'un cran la mobilisation, car jusqu'à présent la grève générale était trop gentille, et les patrons et l'État ne comprennent que la peur qu'on peut leur infliger.

Le message fut reçu par les travailleurs et la population présente, qui y répondirent par une montée de la mobilisation le surlendemain, lundi 16 février.

## **Le mouvement en Martinique**

Lundi 16 février, la grève générale était toujours bien suivie en Martinique. Les zones commerciales situées aux environs de Fort-de-France sont bloquées chaque matin. Les grévistes entrent en discussion avec les salariés qui veulent rejoindre leur entreprise. Il faut dire que ces salariés subissent la pression des patrons qui ne se gênent pas pour leur téléphoner et même leur demander de signer une pétition contre la grève, comme cela a été le cas dans une grande surface.

Dans de nombreuses entreprises du commerce (But, Conforama, Danone ou autres Géant), du BTP, à La Poste, à la CAF, à la Sécurité sociale, la grève est partiellement suivie, mais il se trouve chaque jour une forte délégation de grévistes qui rejoint les barrages ou les manifestations.

Ce même 16 février, les enseignants et les étudiants ont réaffirmé leur soutien au mouvement. D'autres catégories professionnelles, choquées par le revirement des patrons de la grande distribution qui renient l'accord signé sur la baisse de 20 % sur les produits de première nécessité en voulant le transformer en accord sur 100 articles, rejoignent le mouvement. Cela a été le cas des camionneurs, des infirmiers libéraux ou des boulangers et aussi du corps des avocats.

L'association des maires, quant à elle, a réaffirmé son soutien au mouvement et a déclaré que les services des mairies resteraient fermés en signe de solidarité.

Le matin du 16 février, la cour de la Maison des Syndicats n'a pas tardé à être noire de monde et lorsque la manifestation s'est ébranlée aux environs de 10 heures, elle entraînait environ 15 000 manifestants toujours très déterminés dans les rues de Fort-de-France.

## **Lutte Ouvrière du 27 février 2009 Guadeloupe : au 32<sup>e</sup> jour de la grève générale**

*Au moment où nous écrivons, la grève générale se poursuit en Guadeloupe. Si la grève n'est plus à 100 % comme pendant les quatre semaines précédentes, on peut dire que 90 % des salariés sont toujours en grève dans toute l'île. Dans toutes les grandes entreprises publiques ou privées, les travailleurs sont en grève, ainsi que l'ensemble des travailleurs municipaux de toutes les communes de l'île. Mais dans un certain nombre de PME ou TPE qui comptent entre trois et vingt salariés, les pressions patronales sont énormes, et ici et là on observe des reprises partielles.*

À l'EDF, les coupures tournantes d'électricité ont cessé, à la fois pour ne pas trop perturber la vie de la population, et aussi parce que certains travailleurs ont repris le travail. Mais c'est quand même la première raison qui l'emporte. Par contre, les travailleurs CGTG de la CTM (centrale thermique du Moule) sont toujours en grève totale. Cette entreprise relaie l'EDF depuis plusieurs années et les rares coupures qui existent encore sont dues à la faiblesse du réseau sans la CTM.

Pour garder intact l'appui de la population qui est considérable, les dirigeants syndicaux du LKP ont donné des consignes tendant à éviter de trop perturber les besoins vitaux de la population dans sa vie quotidienne, d'autant que par ailleurs les stations-service sont fermées périodiquement, les transports n'existent plus et tous les lycées, collèges et écoles sont fermés pour fait de grève de l'ensemble du personnel.

Notons que les travailleurs des stations-service sont toujours en grève. Ceux qui travaillent sont ceux qui ont été réquisitionnés par le préfet.

La deuxième tentative de manifestation de rue du milieu patronal a de nouveau échoué. Seule une trentaine de personnes ont répondu à son appel « contre les blocages ».

Le soutien populaire est toujours très massif. Les militants sont encouragés sur les routes. Les gens leur crient : « Tenez bon, ne lâchez pas, bon courage, nous sommes avec vous ». Ou alors, sur les barrages certains déclarent : « Bon, je vais garer ma voiture et je viens vous aider ».

**Les barrages**

Les barrages routiers mis en place par les grévistes et les militants depuis le lundi 16 février ont été assouplis progressivement après l'assassinat du militant syndicaliste, Jacques Bino, le samedi 17 février, pour permettre à la population de se rendre à ses obsèques en masse. Mais ensuite, ils furent tous enlevés et détruits avec brutalité par les forces de répression. À plusieurs reprises des militants furent interpellés puis relâchés.

À Petit-Bourg, sur le barrage de Montebello, ces forces de répression ont organisé une véritable embuscade, dans la nuit de mardi à mercredi 17 et 18 janvier, contre des groupes de jeunes. La veille, ailleurs, de nombreux jeunes s'étaient en effet armés pour répondre aux exactions des forces de l'ordre qui avaient tiré une balle dans la jambe d'un jeune rappeur très populaire à Pointe-à-Pitre. Ce soir-là donc, au rond-point de Montebello, à Petit-Bourg, sans sommation, ils ont tiré à balles réelles sur ces groupes de jeunes qui se sont immédiatement éparpillés. C'est par miracle qu'il n'y eut aucun mort ni blessé.

Les barrages les plus solides et les plus populaires ont été enlevés par la force à Sainte-Rose et le dernier en date, mardi 24, à Morne-à-l'Eau. Les charges ont été fortes avec pluie de grenades lacrymogènes, suivie de la charge de plusieurs dizaines de gendarmes ou CRS.

Les militants du LKP ont annoncé la reconstruction de barrages en grand nombre en cas d'échec des négociations prochainement.

### **Manifestations et meetings populaires**

Depuis la reprise des négociations, tous les jours, la délégation du LKP est accompagnée par environ un millier de manifestants qui partent de la Mutualité jusqu'au port autonome où se déroulent les discussions. Il faut donc traverser toute la ville de Pointe-à-Pitre. Tous les magasins encore ouverts ferment à l'approche de la manifestation. Le matin avant de partir et le soir au retour, plusieurs milliers de personnes se retrouvent devant le palais de la Mutualité pour un compte-rendu et un meeting. Mardi 24 au soir, près de 3 000 personnes ont assisté au meeting.

## **Lutte Ouvrière du 27 février 2009 Guadeloupe Le point sur les négociations**

*Les négociations entre le patronat, le LKP et l'État achoppent depuis le début sur l'augmentation de 200 euros pour les bas salaires. C'est le*

*point le plus important dont les travailleurs en grève et la population attendent avec impatience la satisfaction. Toute la population déclare qu'on ne peut en aucun cas reculer là-dessus.*

Mercredi 23, l'UCEG (l'Union des chefs d'entreprises guadeloupéennes), constituée de très petites entreprises, proche du LKP, a donné son accord pour l'augmentation de 200 euros. Elle propose d'augmenter immédiatement les salaires de 100 euros, pour moitié à la charge des entreprises et pour moitié à celle des Assemblées locales, Conseil régional et Conseil général.

Quant aux 100 euros manquants, le LKP et l'UCEG proposent qu'ils proviennent de la suppression durant trois ans de la CSG et de la CRDS. Après quoi, c'est le patronat qui les paierait.

Toutes les organisations patronales sauf le Medef ont accepté cette proposition. L'argument selon lequel il est impossible de satisfaire les grévistes parce que les petites entreprises ne pourraient le supporter a fait long feu : ce sont les grandes entreprises du Medef qui ne veulent rien entendre. Cette proposition concernerait 42 000 salariés sur 45 000, les 3 000 autres « dépendent » des entreprises du Medef. Les travailleurs qui en bénéficieraient sont ceux qui perçoivent jusqu'à 1,6 fois le smic.

Le préfet a immédiatement déclaré que l'effort est trop important pour l'État et qu'il fallait au moins 24 heures pour que Paris donne son avis.

Les négociations devaient reprendre mercredi 25 à 15 h. Un meeting du LKP était prévu à 14 h pour se rendre ensuite en manifestation sur les lieux des discussions.

La liste des revendications du LKP comporte 136 points en dehors des revendications immédiates, dont les plus importantes, outre les augmentations des salaires, sont l'augmentation des minima sociaux, la baisse des prix, dont celui des produits pétroliers. Ce dernier point étant déjà pratiquement acquis.

## **Antilles Les Békés : l'exemple du groupe Hayot**

Même si elles ne sont pas les seules responsables, les grandes familles békés ne sont pas accusées sans raison d'être à l'origine de la vie chère, via les monopoles qu'elles détiennent dans les activités d'import-export, la grande distribution, mais également leur mainmise sur les terres.

Leur domination s'étend sur les deux îles, et bien au-delà. Le groupe Bernard Hayot, implanté dans une quinzaine de pays, en est l'illustration. Ses activités s'organisent autour de la grande distribution (alimentaire et matériaux) et de l'automobile, avec le plus grand centre commercial de Guadeloupe (34 000 m<sup>2</sup> de surface commerciale et 180 boutiques autour d'un hypermarché Carrefour), Carrefour Genipa et Dillon (M<sup>1</sup>), Carrefour Sainte-Suzanne (R), Continent (Rép. Dominicaine), Décathlon (Gp, R), Euromarché (Île Maurice), M. Bricolage (Gp, M, R), Martinique Béton (M), Batimat (M). Dans le secteur de l'automobile, il est le représentant des marques Audi (Gp, R), Mercedes (M), Mitsubishi (Gp, Guyane), Nissan (M), Renault (Gp, M, R, Guyane, Cuba), Seat (Gp), Skoda (R), SsangYong (R), Toyota (Gp), Volkswagen (R), mais aussi de Michelin (Gp, M, R, Nlle Calédonie), Speedy (R), Ada (Gp), Carib Rent a car (M), Europcar (M), Jumbo car (Gp, M, R), Lucky rental car (Saint-Martin), Sixt (M), etc. Sans parler de ses sociétés spécialisées dans la promotion immobilière et la gestion locative, qui lui permettent de bénéficier pleinement de la défiscalisation.

### **Les cadeaux au patronat des DOM**

Sarkozy, Fillon et ses ministres, relayés par une ribambelle d'hommes politiques, ont avancé l'argument que l'État ne pouvait dépenser des dizaines de millions pour satisfaire les revendications salariales des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique. Il en chiffrait le coût à 108 millions d'euros pour la Guadeloupe. La réponse s'est trouvée dans le journal économique propatronal *Les Échos* du 20 février, qui énumère les exonérations de cotisations sociales et d'impôts que l'État a accordées aux patrons des DOM.

**1 Gp (Guadeloupe), M (Martinique), R (Réunion)**

En 2009, le seul dégrèvement de cotisations sociales dont bénéficient les patrons des départements d'outre-mer devrait atteindre 1,45 milliard d'euros. Le gouvernement constatait que cela représentait une aide moyenne de 40 000 euros par emploi créé, deux ans et demi de salaire pour un salarié payé 1 300 euros par mois. Et cela sans compter le milliard d'euros de baisses d'impôt consenti « pour attirer les investissements », et qui tombe dans la poche des plus riches.

Alors oui, le gouvernement se paye la tête du monde quand il prétend que « ça coûterait trop cher », alors que cela ne représente même pas le dixième de ce qu'il alloue chaque année à la toute petite minorité des classes riches de ces départements.

# **Lutte Ouvrière du 27 février 2009 Martinique - négociations**

## **L'attitude méprisante voire insultante du patronat**

*Après 18 jours de grève générale, le mouvement reste très suivi. Même si le blocage de l'économie n'est pas total, le ralentissement des activités est bien réel.*

L'état du mouvement

Dans le commerce, beaucoup d'employés sont mobilisés et grévistes, mais ce sont surtout les blocages des zones d'activité et les interventions des grévistes visant à débaucher les travailleurs qui perturbent l'activité. Les grandes surfaces et hypermarchés sont réellement bloqués, même si les patrons essaient de faire écouler leurs marchandises dans les petites et moyennes surfaces. Ils essaient même de faire travailler certains employés, notamment les précaires, en les appelant sur leur portable et leur disant d'aller dans d'autres magasins. Face à ces manœuvres, les grévistes voient qu'il faut renforcer le mouvement. Ils exigent de plus en plus de rigueur entre eux.

À La Poste, il n'y a pas de distribution de courrier depuis 18 jours. Les services publics, DDE, Impôts sont également fortement perturbés. Les employés de la Sécurité sociale et de la CAF sont toujours en grève. Ils ont fait des barrages devant l'entrée de leur entreprise au Lamentin, mais aussi dans les agences de communes, et ont engagé des négociations avec leur direction. Les secteurs du bâtiment et de la métallurgie continuent la grève. Dans les hôpitaux, il y a eu des assemblées générales de soutien comme au CHU de la Meynard, au Lamentin, où les grévistes ont bloqué les accès durant plusieurs jours, organisant un service minimum des soins et prises en charge des patients.

### **L'état des négociations**

La négociation sur la plate-forme revendicative du Collectif du 5 février, qui dirige le mouvement, se poursuit.

Après la signature rapide d'un accord sur le principe d'une baisse de 20 % sur les produits de première nécessité, les revers et volte-face du patronat n'ont pas cessé. Il a fallu plus d'une semaine pour leur faire signer un avenant disant qu'il s'agissait de familles de produits, et non d'articles déterminés et choisis par eux. Cet avenant a été signé le mercredi 18 février. Une liste de 100 familles de produits a fini par être publiée. Il n'empêche que, dans les commissions de travail, les patrons de la grande distribution

continuent de multiplier les manœuvres pour tenter de choisir des articles bien précis, ce qui provoque la colère des manifestants lors des comptes-rendus.

Sur les services, téléphone, transport, Internet, banques, assurances, des propositions sont faites, mais aucun accord n'a été trouvé.

Sur les salaires, la négociation a démarré le vendredi 20 février. Les membres du Collectif ont présenté la demande d'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux de 354 euros net, pour rattraper les dérapages liés à la hausse effrénée des prix et faire face au blocage des salaires depuis plusieurs années. Ils ont insisté sur le fait qu'il s'agissait d'une revendication uniforme pour l'ensemble des salariés du secteur privé et public. Ce à quoi les possédants, par le biais des Chambres de métiers et de la Chambre de commerce, n'ont pas manqué de rétorquer que cela était impossible car le « tissu économique » était composé d'entreprises très variées, et bla-bla-bla !

La CGPME, Confédération générale des petites et moyennes entreprises, s'est permis de proposer une augmentation de 10 euros par mois, soit 30 centimes d'euros par jour. Quant au Medef, il poussait la provocation en demandant l'arrêt du blocage des zones et des grandes surfaces avant l'annonce d'aucune proposition chiffrée.

Les réactions des grévistes étaient vives. Pour répondre à l'arrogance des patrons et de leurs alliés du gouvernement, le mouvement devait encore chercher des forces, entraîner de nouvelles personnes et aussi se durcir !

## **Lutte Ouvrière du 6 mars 2009 Guadeloupe Après plus de six semaines de grève générale**

*Au moment où nous écrivons, le mot d'ordre de suspension de la grève générale, déclenchée par le LKP en Guadeloupe le 20 janvier dernier, n'a pas été lancé.*

Certes, on observe depuis lundi 2 mars un début de reprise du travail dans un certain nombre d'entreprises, surtout les petites de la zone industrielle de Jarry près de Pointe-à-Pitre. Dans un certain nombre d'établissements scolaires, les enseignants reprennent le travail. Le LKP ne s'y oppose pas.

Mais lors du meeting de dimanche 1<sup>er</sup> mars, JeanMarie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, a fait voter la poursuite du mouvement par 4 000 mains levées devant le Palais de la Mutualité, à Pointe-àPitre, siège central du mouvement. Ce meeting fut en effet impressionnant par le nombre de participants et sa combativité.

Certes, un accord et un protocole de fin de conflit sont en passe d'être signés conjointement par le LKP, l'État et certaines organisations patronales. La nonsignature de l'accord à ce jour s'explique par le fait que l'État a tardé à envoyer le protocole d'accord général et, lorsqu'il l'a envoyé, il était bourré d'inexactitudes. Le LKP ne se presse donc pas de signer, même si c'est une question de jours et peut-être d'heures, d'autant que dans de nombreuses entreprises les travailleurs demeurent en grève pour faire plier les patrons du Medef qui ont refusé de signer l'accord partiel sur les 200 euros.

Par exemple, dans le secteur de la grande distribution, les travailleurs des supermarchés Match, Cora, Leader Price, Ecomax, Gifi, secteurs détenus en grande partie par les patrons békés, sont en grève pour l'application des 200 euros.

Dans les lycées, si les enseignants reprennent peu à peu le travail, le personnel ouvrier et les agents techniques demeurent toujours en grève ainsi que les « contrats aidés ». Ils perturbent ainsi fortement ce début de rentrée scolaire faite sous la pression du recteur, du préfet, et de certains professeurs.

Les travailleurs du port demeurent en grève, ceux de France-Télécom sont en grève toujours à 50 % et cela en dépit du fait qu'ils ne sont pas concernés directement par les 200 euros.

80 % des travailleurs des municipalités sont en grève. De même les petits transporteurs en commun. Aucun transport en commun ne roule dans l'île car, si on est proche d'un accord les concernant, les négociations se poursuivent encore dans ce secteur.

Les employés de la Sécurité sociale, de la CAF sont toujours en grève ainsi que bien d'autres secteurs publics ou parapublics. Les employés de l'ANPE devenue « Pôle emploi » sont en grève à 100 %.

Les ouvriers de l'usine à sucre de Gardel au Moule demeurent aussi en grève ainsi que ceux de la CTM ( centrale thermique du Moule). Ceux de Gardel menacent de retarder l'ouverture de la récolte sucrière tant qu'ils n'obtiendront pas les 200 euros.

## Les travailleurs des magasins Carrefour en grève

Les employés des deux Carrefour, celui de BaieMahault (Destréland) et celui des Abymes (Milenis) sont entrés en grève le mardi 3 mars au matin. Ces deux immenses centres commerciaux deviennent la cible symbolique des manifestants grévistes, car ils appartiennent au groupe Bernard Hayot, l'un des Békés les plus riches des Antilles et l'un des patrons les plus influents du Medef.

Depuis plusieurs jours les grévistes des autres secteurs venaient défilier devant ces magasins et des meetings quotidiens se tenaient, face aux gendarmes. Les magasins fermaient leurs portes. Lundi 2 mars, une trentaine de femmes grévistes d'autres secteurs de la CGTG ont bloqué les camions de livraisons. Il y eut quelques échauffourées avec les gendarmes. Les travailleurs à l'intérieur sont sortis et les ont soutenues. Le lendemain, ils entraient en grève.

À Baie-Mahault, le mardi 3, un millier de grévistes ont tenu un meeting devant les grilles de Carrefour. Les employés sont sortis. Une délégation est allée voir le directeur, De Reynal, pour lui demander quelles étaient ses intentions concernant les 200 euros. Il a opposé un non catégorique, ferme et méprisant. Mal lui en prit. Le lendemain tous les employés étaient en grève avec le soutien du LKP. Ils ont maintenu leur piquet de grève toute la journée et ont fait la jonction avec l'équipe de l'après-midi qui elle aussi s'est jointe à la grève.

Les grévistes des autres magasins sont venus les soutenir tout au long de la journée. Il y eut de légères échauffourées avec les gendarmes qui menaçaient de charger.

Les travailleurs des Carrefour ont déclaré qu'ils resteraient en grève jusqu'à l'obtention des 200 euros, d'autant que « ceux de Martinique qui ont démarré la grève après nous ont obtenu la signature du Medef-Martinique là-dessus », disaient-ils. Signalons que la grève est partie sans aucun mot d'ordre syndical. C'est la base qui a décidé le matin de ne pas rentrer. Lorsque les délégués syndicaux arrivaient, ils étaient mis devant le fait accompli. L'intersyndicale de l'entreprise, FO, UGTG, CGTG et membres du LKP, a suivi et a encouragé ensuite les travailleurs à maintenir leur grève « jusqu'au bout ».

Du coup cette grève des employés de Carrefour relance en partie le mouvement. Et même en cas de suspension officielle de la grève générale, ces travailleurs et bien d'autres resteront en grève.

## **Manifestation des grévistes autour de Pointe-à-Pitre**

Depuis la dernière semaine de février, la « grève marchante » est à l'ordre du jour. Tous les jours un bon millier de grévistes sillonne les rues et va tenir meeting devant les entreprises du Medef. À leur approche les entreprises ferment. Certains travailleurs de ces entreprises rejoignent la grève. D'autres non.

Lundi 2 mars ces travailleurs, après être passés à Carrefour et à Jardiland, magasin appartenant à Barbotteau, un autre gros Béké, ont sillonné toute la zone de Jarry en bloquant la circulation. Ils se sont dispersés vers 15 heures et sont allés ensuite devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre pour soutenir la délégation du LKP en négociation sur la baisse des prix de la grande distribution.

## **Manifestations**

### **à Basse-Terre**

Dans l'autre partie de l'île, les manifestations ont été constantes pour soutenir la délégation du LKP en négociation sur les prix de l'eau et du transport ainsi que sur la situation des transporteurs.

Il faut savoir que depuis le 20 janvier des dizaines de transports en commun sont alignés devant le Conseil général avec les transporteurs qui campent pratiquement devant l'entrée.

Mardi 3 mars dans la soirée, une manifestation s'est tenue au son du « gro ka » devant la préfecture, où la délégation du LKP et les représentants de l'État et du patronat se rencontraient pour parfaire le protocole d'accord de fin de conflit, non encore signé pour autant par le LKP.

## **Lutte Ouvrière du 6 mars 2009 Guadeloupe Les premiers succès de la grève**

*La grève générale déclenchée le mardi 20 janvier 2009 a secoué la société guadeloupéenne. L'offensive de la classe des travailleurs salariés a aussitôt attiré des milliers de pauvres, de chômeurs, de Rmistes, d'handicapés, de femmes à domicile, de retraités. C'est un immense mouvement social qui a soulevé jusqu'au plus profond le peuple de Guadeloupe. Toutes les revendications, tous les désirs de justice, de vérité, de correction des inégalités, c'est tout cela qui s'est exprimé dans*

*de grandes manifestations. On a vu des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de femmes dans les rues des villes de Guadeloupe.*

Face à ce raz-de-marée populaire, le patronat et particulièrement les gros patrons ont tenté toutes sortes de manœuvres. Ils ont fait durer les négociations pour jouer le pourrissement de la grève ; ils ont repris la parole donnée, ils ont joué les victimes ne pouvant pas payer les 200 euros ! Mais la grève a tenu bon, le mouvement populaire a tenu bon !

Malgré les difficultés d'approvisionnement, de circulation, malgré la répression sur les barrages, malgré trois victimes, conséquences de l'entêtement du patronat qui faisait durer la grève, le grand mouvement impulsé par le LKP est arrivé aujourd'hui à un point décisif.

### **Les 200 euros**

Pour l'instant 15 700 travailleurs, ceux qui gagnent au maximum 1,4 smic, sont assurés d'obtenir 200 euros et 45 000 sont assurés d'obtenir au moins 100 euros. Mais ça ne fait pas encore le compte.

Même si le Medef n'a pas signé l'accord sur les 200 euros aux côtés d'autres organisations patronales, car les travailleurs ont bien l'intention de rendre obligatoire l'application de cet accord sur les 200 euros dans toutes les entreprises de Guadeloupe.

Les travailleurs qui viennent de mener une grève de plus d'un mois n'accepteront jamais qu'aucune entreprise (Medef ou pas Medef) refuse d'appliquer les 200 euros.

### **D'autres points arrachés**

C'est le cas pour le problème de la baisse des prix (qui est encore en cours de discussion), du gel de la hausse des loyers au remboursement des sommes indues touchées par la Sara, filiale de Total ayant le monopole du carburant, la nomination des dix-neuf enseignants sur des postes vacants, la nouvelle baisse du prix des carburants, etc.

D'autres revendications sont encore en discussion concernant les transports, les agriculteurs, les pêcheurs, etc.

Mais même lorsque la grève générale en tant que telle sera suspendue, bon nombre de travailleurs resteront mobilisés pour intervenir si nécessaire pour appuyer les négociations en cours.

C'est aussi cela l'acquis de ce mouvement. Les travailleurs ont montré qu'au sein de la population existait une grande force. Elle pourra peser sur la résolution de tous les conflits sociaux.

Aujourd'hui, tout travailleur dans son entreprise peut se réclamer de cette mobilisation, peut faire appel aux syndicats présents dans le LKP pour faire cesser les injustices qui le touchent dans son travail, dans son cadre de vie (logement, EDF, eau courante, etc.). La force collective qui s'est exprimée depuis le début de la grève peut imposer le respect de leurs intérêts et de leurs revendications.

## **Martinique Après un mois de grève, la poursuite des négociations... sous le contrôle des grévistes !**

*Lundi 2 mars, dès 9 heures, plus de 3 000 manifestants et grévistes se sont rassemblés dans la cour et aux alentours de la Maison des Syndicats à Fort-de-France. Certains étaient inquiets quant à la continuation du mouvement, suite aux déclarations entendues à la télévision le dimanche soir. Les barrages des zones commerciales, eux, étaient toujours en place.*

En effet, les radios parlaient d'un revirement du Collectif du 5 février survenu dans la soirée du dimanche 1er mars, le président du Collectif ayant déclaré qu'un accord pourrait être signé dès le lendemain sur la base de la proposition des patrons, des collectivités et de l'État. Pourtant, en sortant de la séance de négociation dimanche à 3 heures du matin, le Collectif avait réaffirmé sa volonté de voir inscrits en plus dans le protocole d'accord, les 50 euros à prévoir dans une négociation devant se dérouler en juillet ou septembre prochains. En effet, la revendication salariale de base du Collectif est de 250 euros net d'augmentation pour les bas salaires.

Le patronat, furieux de voir qu'on ne se contentait pas de ses « largesses », avait suspendu la séance. Alfred Marie-Jeanne, le président de Région, lui avait emboîté le pas, manifestant lui aussi son mécontentement devant le fait qu'un accord n'ait pas été signé dès le samedi soir. Il alla jusqu'à dire qu'il ne reviendrait pas dans la négociation car, affirmait-il, il avait déjà fait suffisamment d'efforts.

Mais, depuis le samedi 28 février, le renforcement de la mobilisation était lancé. Et ce qui apparaissait comme « un sac d'embrouilles » véhiculé par les télés et les radios, n'a pas découragé les grévistes. Devant la marée humaine qui, une fois encore, était rassemblée devant la Maison des Syndicats, le Collectif a bien vite retrouvé le sens des réalités. Son président, qui avait annoncé que le Collectif était prêt à signer, a présenté la situation devant l'assemblée, en réaffirmant que le Collectif était toujours

soudé, qu'il restait fidèle à son poste de président et qu'il ferait ce que la base déciderait. Ensuite, les représentants des différentes commissions ont fait un point détaillé sur l'avancée des négociations concernant les prix des produits de première nécessité et les services, l'eau, le logement, les transports, mais aussi sur tous les points qui devaient encore être traités. Puis, Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM et membre du Collectif, a donné des explications complémentaires sur la question des salaires, indiquant notamment que les 200 euros pour les salaires inférieurs à 1 840 euros brut (1,4 smic) semblaient acquis mais que les 50 euros complémentaires, permettant d'arriver au montant de 250 euros, la revendication du Collectif, devaient également être indiqués comme devant être discutés en juillet ou septembre 2009.

La question de savoir s'il fallait prendre les 200 euros tout en tentant de faire ajouter aux patrons les 50 euros, ainsi que la négociation sur les salaires compris entre 1 840 et 2 100 euros bruts (1,6 smic) avant de signer, fut posée aux manifestants présents. À l'unanimité, la réponse fut « oui » et toutes ces explications furent fortement applaudies.

Cela renforça la mobilisation et une manifestation de près de 10 000 personnes, très dynamique, s'ébranla en rangs serrés dans les rues de Fort-deFrance avec à sa tête des membres du Collectif, dont Ghislaine Joachim-Arnaud.

À 14 h 30, le collectif pouvait partir sous bonne escorte à la préfecture pour reprendre les négociations avec sa nouvelle feuille de route en poche.

La grève continue avec autant de détermination. Elle veut arracher le maximum des revendications salariales, sur les minima sociaux, sur les retraites, les baisses des prix des denrées de première nécessité et des services.

### **Un accord cadre sur les salaires, non signé par FO et la CGTM**

La secrétaire de la CGTM, Ghislaine Joachim-Arnaud, bien qu'en accord avec le Collectif du 5 février et pressée par tous de signer, a préféré en référer d'abord à sa base, qui s'est réunie mardi 3 mars.

Elle a expliqué qu'il n'y avait toujours pas lieu d'être satisfaits car les patrons n'avaient pas voulu signer qu'ils reprendraient la négociation sur les 50 euros supplémentaires en juillet ou septembre prochains. De plus, il reste encore des aspects à préciser sur les salaires supérieurs à 2 100 euros brut. Cela doit être fait en commission des salaires.

Il n'y avait donc pas lieu, selon ses explications, de se précipiter pour arrêter la grève sous la pression des patrons.

La base de la CGTM, très satisfaite de cette position, n'a donc pas voté pour que l'accord soit signé mardi 3 mars. Les autres grévistes sont restés très soudés avec les cégétistes, et le Collectif est reparti bien uni ferrailer avec les patrons.

## **Lutte Ouvrière du 13 mars 2009 Guadeloupe Le protocole d'accord**

*Le mercredi 4 mars au port autonome de Pointe-à-Pitre, le protocole d'accord a été signé entre le LKP, l'État, la Région Guadeloupe, le Département, l'Association des maires de Guadeloupe, les communes et établissements publics de coopération intercommunale.*

Ce protocole met fin à 44 jours de grève générale, initiés par le LKP le 20 janvier dernier.

Ce document de 21 pages et de 165 articles acte une longue série de revendications posées par le LKP dès le début de la grève et consacre de réelles avancées en matière de niveau de vie et de pouvoir d'achat, de baisse des prix des produits de première nécessité (dont la baisse de l'octroi de mer de 28 à 100 % sur ces produits), la baisse des tarifs des services bancaires, la baisse du prix de l'eau, le gel des loyers, la baisse des prix des transports, le recrutement de 19 enseignants, une avancée en matière de formation professionnelle, d'emploi, de droits syndicaux et de libertés syndicales, de services publics, en matière agricole et de pêche, d'aménagement du territoire, de culture.

L'accord Bino avait déjà acté la revendication de 200 euros pour les bas salaires jusqu'à 1,4 fois le smic.

Dans la rubrique niveau de vie et pouvoir d'achat, le LKP a obtenu :

La revalorisation de 20 % de la prestation de restauration scolaire en contrepartie d'un engagement des cantines à offrir aux élèves plus de 50 % de produits issus de l'agriculture locale et à réduire les tarifs supportés par les familles. La réduction du prix des repas des lycéens (50 euros par lycéen par an) à compter d'avril 2009 ;

Une prime de solidarité active de 200 euros sera versée par l'État aux 51 000 foyers guadeloupéens qui perçoivent les plus bas revenus ;

Un revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) sera servi à compter du 1er mars 2009 pour une période de 36 mois à l'ensemble des salariés du privé jusqu'à 1,4 fois le smic inclus, dans l'attente de la mise en place du RSA de droit commun, et non bénéficiaires du RSTA ;

L'engagement du Conseil général et de la Région à verser à compter du 1er mars 2009, chacun pour sa part, une prime exceptionnelle de 25 euros par mois sur 12 mois pour un montant total de 24 millions d'euros aux salariés dont la rémunération est comprise entre 1 et 1,4 smic inclus (accord Bino) ;

L'engagement de l'État à créer un fonds de soutien exceptionnel de 3 millions d'euros au bénéfice des 17 000 allocataires du minimum vieillesse et des 7 000 allocataires de l'allocation adulte handicapé, qui aura pour vocation d'allouer des primes de vie chère et d'aider à l'entretien et à l'aménagement du domicile. La mise en œuvre de ces crédits s'effectuera à travers le FSL et le fonds de compensation du handicap ;

L'engagement de la Région à verser, au plus tard le 30 juin 2009, une prime exceptionnelle de 100 euros aux 80 000 foyers qui perçoivent les plus bas revenus ; L'engagement de la Région à augmenter de 200 euros les bourses régionales accordées aux étudiants poursuivant des études supérieures en Guadeloupe à compter de la rentrée universitaire 2009-2010 ;

La décision du Conseil général de diminuer en 2009 la taxe d'habitation de 9 % et la taxe sur le foncier bâti de 7 % dès 2009 applicable en 2010 ;

La création d'un salaire minimum guadeloupéen sera examinée dans le cadre des cycles de négociations collectives interprofessionnelles dont l'État propose qu'ils se déroulent tout au long de l'année 2009.

### **Appui ouvrier et populaire au protocole d'accord**

Le soir-même de cet accord, après l'enterrement du père de Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, la délégation du LKP s'est rendue au port autonome où s'est tenu un meeting devant des milliers de personnes. Il fut demandé à la foule de voter ce protocole. Ce qui fut fait à l'unanimité. Puis la délégation monta pour la signature où l'attendaient le préfet et toutes les parties concernées ainsi qu'une cohorte de journalistes antillais et du monde entier. Après les formalités de signatures et de multiples interviews, la délégation rejoignit la foule qui l'attendait à l'extérieur, au son du gro ka. Des acclamations nourries l'accueillirent. Puis, chacun des membres de la délégation composée de 48 représentants des organisations constituant le LKP prit la parole pendant deux minutes. Les chants, le gro ka et les danses prirent la relève devant une foule en liesse. Il fut toutefois demandé à tous de

ne pas baisser la garde et d'aller soutenir les travailleurs en grève pour l'application de l'accord Bino sur les 200 euros.

Les bénéficiaires de l'augmentation de salaire de 200 euros

(...)

L'accord Jacques Bino (du nom du militant de la CGTG tué sur un barrage) sur les salaires n'accorde l'augmentation de 200 euros qu'à ceux qui perçoivent jusqu'à 1,4 fois le smic. Et au moment de sa signature, il concernait 15 700 personnes.

Aujourd'hui l'accord concerne beaucoup plus de travailleurs avec son application par d'autres entreprises, en particulier celles de patrons du Medef jusqu'à récalcitrants mais qui finissent, un à un, par signer l'accord ou passer des accords d'entreprise accordant les 200 euros. Et cela en raison des grèves dans leurs entreprises.

Lorsque tous les patrons appliqueront l'accord, ce seront donc 44 854 salariés qui en bénéficieront.

## **Lutte Ouvrière du 13 mars 2009 Martinique Premières victoires de la mobilisation**

*Au petit matin du mercredi 11 mars, un accord sur les salaires a été signé entre le Collectif du 5 février et le préfet, les présidents du Conseil général, les parlementaires, les maires, les patrons.*

Il prévoit notamment les modalités pratiques d'application de l'accord cadre sur les salaires du privé signé le 3 mars. Chaque salarié percevant un salaire inférieur ou égal à 1,4 smic recevra à compter du 1<sup>er</sup> mars 2009 une augmentation de 200 euros net mensuels. Les employeurs y contribuent à hauteur d'un montant compris entre 30 et 100 euros, intégrés dans le salaire. Le solde est constitué d'une prime du Conseil régional de 20 euros, du Conseil général de 10 euros et de l'État de 100 euros. Cette augmentation concerne environ 45 000 salariés.

Seulement l'accord du 11 mars prévoit que le calcul soit fait sur une base annuelle en intégrant donc le 13<sup>e</sup> mois et les primes. En contrepartie de cette exigence des patrons, ces derniers ont dû lâcher une augmentation minimale de 4,2 % sur le salaire brut pour les salaires entre 1,4 et 1,6 smic au lieu des 2,5 % qu'ils proposaient quelques heures plus tôt, et une augmentation de 2 % pour les salaires supérieurs à 1,6 smic au lieu du 1 % proposé antérieurement.

Ce nouvel accord apparaît comme une victoire des masses pauvres mobilisées depuis le 5 février face à l'intransigeance et l'arrogance patronales et de l'État.

Parallèlement, un accord cadre a été signé le 10 mars entre le Collectif, les maires et le représentant du Conseil général. Il prévoit l'application de l'accord aux salariés de droit privé ou de droit public de la Fonction publique territoriale. L'augmentation de 200 euros se fera sur trois ans avec 160 euros la première année, puis 175 euros et 200 euros.

Un accord a été également signé avec l'ARH (la Fonction publique hospitalière) rendant le dispositif applicable au personnel des hôpitaux.

Reste à faire signer ce même type d'accord également aux directeurs des établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) tels La Poste, la Sécurité sociale, la CAF ou l'EDF par exemple, mais à ce jour, le principe semble acquis.

Un premier accord sur la baisse des prix des produits de première nécessité de 20 % a également été signé avec les patrons de la grande distribution pour qu'ils acceptent de prendre en compte 100 familles de produits et non 100 articles comme ils le voulaient.

À ce jour, d'autres résultats et non des moindres ont été obtenus : telle la baisse du prix de l'essence et du gasoil, celle du prix de la bonbonne de gaz à 17 euros au lieu de 19 euros. L'annulation de l'augmentation des loyers pour l'année 2009, le gel des loyers, ainsi que l'augmentation de l'allocation logement ont été confirmés. Ilyaeu également des avancées dans l'enseignement, ou sur les tarifs des banques et des assurances pour les personnes à bas revenus sociaux, ainsi que l'instauration d'un dispositif de sortie de crise avec un crédit spécifique ou encore dans le domaine de la santé. Sur l'électricité, sur l'eau, des réponses ont été également obtenues par le Collectif, même si elles ne sont pas à la hauteur des attentes.

En revanche sur l'augmentation des retraites et des minima sociaux, le préfet ne fait toujours aucune proposition, se cantonnant au relèvement prévu à l'échelle nationale. Le Collectif envisage désormais de relancer cette revendication avec la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique.

À la suite de l'accord, les grévistes ont décidé « l'assouplissement » des barrages mis en place dans les zones commerciales. Mais au moment où nous écrivons, l'accord général n'étant toujours pas signé, malgré des tendances à la reprise des activités, la grève continue.

Les gros patrons békés paniqués face à la foule

*Le vendredi 6 mars au matin, la population, des manifestants, des militants installés sur les barrages, des jeunes et tous ceux qui apportent leur soutien au Collectif du 5 février, ont appris qu'un groupe de gros planteurs békés avait lancé une opération pour remettre de l'ordre à Fort-de-France.*

Leur objectif était de forcer le préfet à « faire respecter l'ordre », c'est-à-dire réprimer les travailleurs en lutte, comme la population qui soutient le mouvement. Ils voulaient faire sauter les barrages qui bloquent la zone industrielle et remettre tout le monde au travail. Pour mener leur sale besogne, ils étaient flanqués de patrons noirs, de petits agriculteurs à leur botte et de « petits nègres », comme on dit à la Martinique, payés pour conduire les gros engins, afin de faire impression.

Mais la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre et des milliers de gens des quartiers de Dillon, de Trénelles, de Texaco et des environs de Fort-de-France ont vu cette manœuvre comme une provocation et une insulte. Cette provocation a entraîné la colère des manifestants, notamment d'une grande partie des jeunes chômeurs des quartiers pauvres de Fort-de-France qui se sont mobilisés pour les accueillir comme il se doit.

Arrivés aux alentours de Fort-de-France, les engins conduits par les « petits nègres » ont été stoppés à plusieurs sorties de la Rocade de Fort-de-France : au niveau du carrefour Dillon, au parking Silo, au Pont-de-Chaine, mais aussi à proximité du Rond-Point du Vietnam-Héroïque, sur le boulevard Général-DeGaulle. Les conducteurs furent contraints de descendre de leurs tracteurs, secoués et traités de pauvres types. Leurs engins servirent ensuite à former des barrages, une fois leurs pneus dégonflés. Certains ont été même brûlés sur place.

Quelques gros planteurs békés, qui avaient lancé cette opération, ont été reconnus par les manifestants en colère. Cherchant à s'enfuir, ils ont été pourchassés par la foule qui les a rattrapés sans les ménager. Ils ont reçu une sévère correction. Pris de panique, ils se sont démenés comme ils ont pu pour se sauver comme des lapins.

Quant aux camionneurs qui faisaient partie du cortège des gros patrons, ils ont été obligés de défoncer la glissière séparant les deux voies de la Rocade pour prendre la fuite et retourner d'où ils étaient venus, tandis que d'autres ont cherché à sauver leur peau abandonnant sur place les tracteurs de leur patron.



Ce qu'on entendait souvent dire parmi les manifestants, c'est que ces « gros patrons békés croyaient nous dicter leur ordre et leur loi, eh bien, ils ont échoué. Nous leur avons donné une sévère correction. Pas question qu'ils touchent au Collectif, pas question qu'ils arrêtent notre grève. » Et c'est avec une grande fierté qu'ils ont chanté à plusieurs reprises « Matinik sé ta nou, Matinik sé pa ta yo. An bann' profitê volê, nou kêy fouté yo déwô. » (La Martinique, c'est notre pays, ce n'est pas le leur. Une bande de profiteurs voleurs, nous allons les mettre dehors du pays).

Le lendemain, les commentaires allaient bon train dans les rues, les quartiers, à la Maison des syndicats. Certains ont même dit que c'est la première fois, de toute cette grève, qu'ils ont aussi bien dormi après la fuite de ces gros patrons.

En tout cas, ces exploiters garderont un souvenir amer de leur mépris et de leur arrogance vis-à-vis des travailleurs et des exploités.

## **Lutte Ouvrière du 20 mars 2009 Guadeloupe Après la grève générale, la lutte des travailleurs pour l'application de l'accord Bino sur les 200 euros**

*En Guadeloupe, la lutte pour l'application de l'accord Jacques Bino (du nom du militant de la CGTG tué sur un barrage au cours de la grève générale) sur les 200 euros, non signé par le Medef, se poursuit avec succès dans un certain nombre d'entreprises, notamment dans la grande distribution et l'hôtellerie.*

La plupart des patrons récalcitrants, sous la pression de grèves ou de menaces de grève, finissent par signer l'accord jour après jour. C'est le cas dans les magasins Leader Price, Carrefour-Milenis, Promo Cash, Champion,

Super U, Match, ainsi que dans les hôtels Novotel, Marissol, Salako, Clipper, Prao, Arawak, la Vieille Tour, dans les casinos du Gosier et de Saint-François (du groupe Yves Hayot), dans les McDonald's (soit plus de mille salariés pour l'instant dans les entreprises de l'hôtellerie et de la restauration).

La fédération patronale Medef du bâtiment a signé. Les patrons des entreprises du groupe Bernard Hayot : SGDM (Audi, Mercedes, Mitsubishi, Seat) ont signé en fin de semaine dernière, ainsi que Cama-Renault, Toyota, et le groupe Blandin (Mazda, Honda).

Dans toutes ces entreprises, les patrons ont signé l'accord sans son préambule les accusant « *de perpétuer le système d'économie de plantation et de s'appuyer sur des rentes de situation qui génèrent des injustices* »...

À Carrefour Baie-Mahault par contre, et dans certains hôtels, les travailleurs sont toujours en grève pour l'application de l'accord. Mais la tendance générale est à l'application de cet accord partout et ce malgré les déclarations et les pleurnicheries de Willy Angèle, représentant local du Medef. Les travailleurs ne se laissent pas faire, surtout dans l'hôtellerie où Vion, patron de combat et particulièrement méprisant à l'égard des travailleurs, ne veut rien céder pour l'instant dans quelques hôtels. Il sera bien obligé de le faire, s'il veut que le travail reprenne et que ce ne soit pas lui qui continue à laver le linge des rares clients...

À l'usine sucrière de Gardel-au-Moule, les travailleurs ont repris le travail après avoir obtenu la signature de l'accord sur les 200 euros, mais sans avoir obtenu le paiement des jours de grève. Il faut dire que la récolte sucrière doit démarrer et la pression des petits planteurs de canne ne voulant pas perdre le produit de leur récolte a joué. Mais les travailleurs entendent continuer à mettre la pression pour le paiement des jours de grève, même après la reprise du travail.

Concernant ce paiement des jours de grève, d'une manière générale, les pressions des travailleurs sur les patrons et les discussions se poursuivent dans les entreprises, même après la reprise du travail, et souvent à la faveur des NAO (négociations annuelles obligatoires). Autant dire que, même là où le travail a repris, la combativité demeure dans les entreprises, où règne une vive tension entre patrons et salariés.

**Lutte Ouvrière du 20 mars 2009 La fin de la grève générale en Martinique Les possédants et le gouvernement ont dû**

## reculer

*C'est le samedi 14 mars à 11 heures, que le Collectif du 5 février avait rendez-vous en préfecture pour signer l'accord reprenant tous les points arrachés au cours des 37 jours de mobilisation générale en Martinique.*

Avant cela, les jeudi 12 et vendredi 13 au soir, des meetings avaient réuni plusieurs milliers de personnes à la Maison des Syndicats à Fort-de-France, venues obtenir des explications sur les accords signés ou en cours de signature. Et effectivement, pendant plusieurs heures, les membres du Collectif présents lors des réunions plénières ou dans les différentes commissions expliquaient ce qu'ils avaient pu arracher, mais aussi les difficultés qu'ils avaient à faire céder les exploiters.

En tout, le protocole signé à la préfecture a fait état de 236 points d'accord, dont 130 à effet immédiat, et 106 autres à effet à court terme, nécessitant des modifications réglementaires ou législatives.

Les points les plus marquants du protocole sont, d'une part, l'accord régional interprofessionnel sur les rémunérations des salariés du secteur privé de la Martinique signé le 10 mars (prévoyant notamment une augmentation de 200 euros net pour les salaires inférieurs à 1,4 smic à compter du 1er mars) et ses prolongements pour les bas salaires des collectivités territoriales et ceux de la Fonction publique hospitalière, et d'autre part, celui sur la baisse de 20 % des prix de 400 familles de produits. Mais les milliers de personnes présentes, hommes, femmes en grande majorité, jeunes, personnes âgées, voulaient tout savoir, et s'intéressaient à tout : des accords sur la baisse de certains tarifs dans les banques ou assurances, à celle du logement social, ou à la création de places pour personnes âgées et handicapées.

Elles écoutaient aussi avec attention et applaudissaient quand certains intervenants comme notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud, disaient que, pour que les accords sur les baisses de prix soient réellement appliqués dans les magasins, il nous faudrait rester vigilants et nous organiser dans des comités de suivi et de vigilance, partout, dans les entreprises, les quartiers, les immeubles.

En effet, il reste également pour les travailleurs à vérifier et surveiller le respect des accords par les patrons petits et grands.

Alors, quand le Collectif a demandé à la population de se mobiliser massivement pour l'accompagner à la préfecture, ce sont effectivement plus de 30 000 personnes qui se sont encore massées dans les rues et jusqu'à la préfecture, entourant les membres du Collectif et les remerciant avec joie. Puis une foule est restée massée jusque tard dans la nuit autour du podium d'animation artistique et culturelle de la Maison des syndicats et celui des artistes, dressé plus tard dans la soirée quelques centaines de mètres plus loin.

## **Lutte Ouvrière du 27 mars 2009 Guadeloupe La lutte continue pour l'application de l'accord sur les deux cents euros**

*Beaucoup de patrons qui jusque-là refusaient de signer l'accord interprofessionnel Jacques Bino, notamment sur les 200 euros d'augmentation pour les salaires les plus bas, ont fini par signer sous la pression des grèves, même après la suspension de la grève générale.*

Les plus tenaces ont fini par céder encore cette semaine, comme par exemple les patrons des locations de voiture de l'aéroport Pôle caraïbe. En particulier, ceux des deux groupes békés les plus importants de l'île : le groupe Hayot et le groupe Loret ont signé. Seul le patron de Sixt s'entête encore... sans doute pour quelques heures ou quelques jours.

Toujours sur le site de l'aéroport, les employés d'Air Antilles express, petite compagnie régionale, ont arraché la signature des patrons après plusieurs heures de blocage de la compagnie par les grévistes. À l'aéroport toujours les patrons d'EHM (express handling) ont signé sous la pression des grévistes, ceux-ci ayant tout bloqué, y compris les comptoirs d'enregistrement. Des bousculades ont eu lieu avec les forces de l'ordre et une déléguée du personnel a été blessée par un coup de matraque au niveau de l'œil. Et c'est la détermination des grévistes qui affirmaient qu'ils resteraient en grève des mois s'il le faut qui l'a emporté.

Toutefois un certain nombre de patrons récalcitrants et revanchards refusent toujours de signer l'accord. Conséquences : les travailleurs de la CTM (centrale thermique du Moule) et de la centrale diesel de Jarry sont aussi en grève. Au Moule, l'arrêt de la CTM bloque de fait l'usine à sucre de Gardel qui dépend essentiellement de la centrale thermique pour démarrer le

broyage des cannes et la récolte sucrière. L'EDF procède donc à d'importants délestages tournants dans toute l'île, n'étant plus relayée par les deux centrales d'appoint.

Dans quelques hôtels encore, certains patrons font de la résistance, notamment Nicolas Vion, patron de combat, président du groupement des hôteliers qui s'est toujours montré farouchement hostile aux travailleurs et au mouvement.

Dans certaines petites structures comme par exemple les pharmacies où pourtant se nichent des « pwofitasyons » non négligeables, les pharmaciens refusent pour l'instant de céder. Leur syndicat est adhérent au Medef qui n'a pas signé l'accord. Mais les employés commencent à se défendre et veulent se faire entendre en s'organisant plus largement.

Tous ces gens, petits et plus gros patrons, tentent de gagner du temps pour attendre les dispositions de l'extension légale de l'accord par le gouvernement. Le ministre Brice Hortefeux a repoussé l'extension possible à deux semaines encore. Cela laisse donc encore aux travailleurs le temps d'obtenir l'application sur le terrain par la grève et la mobilisation. Tous sentent bien qu'il faut faire appliquer l'accord par les patrons le plus vite possible avant ces dispositions de l'extension dont la teneur reste hypothétique. D'où les grèves importantes, passées, présentes et à venir de cette période post-grève générale.

## **Lutte Ouvrière du 15 mai 2009 Guadeloupe La manifestation du 7 mai et l'occupation du Conseil général**

*Les syndicats membres du LKP avaient appelé à une journée d'actions et de grèves pour le jeudi 7 mai en Guadeloupe.*

Ce sont donc près de deux mille travailleurs et militants de tous bords du LKP qui ont défilé dans les rues du chef-lieu Basse-Terre. En particulier, les travailleurs en grève depuis plusieurs semaines, ceux d'Orange, de la Maison départementale de l'enfance, de l'ASFO (organisme de formation), les pompiers de la chambre de commerce (en grève depuis 5 mois), les travailleurs de l'hôtellerie sur lesquels planent plusieurs centaines de licenciements. Les raisons de cette journée d'action avaient été expliquées plusieurs jours avant par l'ensemble des syndicats membres du LKP en ces termes : « *Moins de deux mois après la suspension du conflit de janvier,*

*février et mars 2009, les profiteurs essaient de prendre leur revanche... L'article 165 du protocole du 4 mars 2009 prévoyait la poursuite des négociations et singulièrement la résolution des conflits. Force est de constater que les engagements ne sont pas tenus (pour exemples articles 5, 44, 93). Les négociations stagnent sur nombre de sujets (pain, prix de l'eau) et les conflits ne sont pas résolus. Bien au contraire, d'autres naissent du fait notamment de la non-application de l'article 4 prévoyant l'application de l'accord salarial du 26 février, dit Accord Jacques Bino. Les forces dominantes rendent le mouvement social responsable des licenciements, des fermetures d'hôtels. Elles mènent une intense campagne idéologique pour caricaturer le LKP et discréditer ses dirigeants. Les travailleurs ne doivent ni s'étonner ni être surpris, la lutte va s'aiguiser entre les travailleurs et les attardés du vieil ordre colonial et capitaliste. »*

### **L'occupation du palais du Conseil général**

Après la manifestation de rue, les dirigeants des syndicats et du LKP, fortement appuyés par les travailleurs en grève, décidèrent d'occuper les locaux du Conseil général. Ce jour-là, en ces lieux, devait se tenir le « congrès », c'est-à-dire la réunion des élus du Conseil général et du Conseil régional pour y discuter de l'avenir institutionnel de la Guadeloupe.

La foule pénétra dans la salle du « congrès » au son des tambours du groupe Voukoum de Basse-Terre. Les travailleurs s'assirent sur les chaises réservées aux congressistes. Les dirigeants syndicaux, notamment Domota et Nomertin, prirent la parole. Toute la presse locale, RFO télé, les radios venues pour le congrès, retransmirent en direct cette occupation.

Aussitôt Jacques Gillot, président du Conseil général, et Victorin Lurel, président du Conseil régional, firent des déclarations sur les ondes pour condamner cette occupation. Ils déclarèrent que les manifestants étaient violents, qu'ils empêchaient le personnel du Conseil général de faire son travail, qu'ils molestaient ce personnel. Ce qui était absolument inexact. Lurel ajouta qu'il s'agissait d'un acte « insurrectionnel » intolérable. Les manifestants exigèrent aussitôt un droit de réponse en direct. Domota répondit immédiatement que tout s'était déroulé sans casse.

Par la suite, il fut décidé de ranger les chaises, de laisser la salle libre en allant dans les rangées réservées au public et d'attendre les élus qui devaient arriver à 15 heures pour leur faire savoir les raisons du mécontentement. Seuls les représentants des organisations du LKP restèrent dans la salle. Il avait été décidé que chaque représentant ferait une déclaration. Mais Gillot

et Lurel déclarèrent que les conditions de sécurité n'étaient pas réunies et décidèrent de reporter la tenue du congrès.

C'est alors que les travailleurs en grève tinrent meeting et parlèrent de leur lutte au cours de l'après-midi dans cette salle du « congrès » remplie de manifestants avant de se disperser dans le calme.



Quand Jean-Marie Nomertin a fait voter la poursuite de la grève devant le palais de la Mutualité à Point-à-Pitre, 5 000 bras se sont levés.

# **Annexe II Chronologie des événements rédigée par le LKP**

**(extrait du site LKP)**

**Vendredi 5 décembre** : première réunion à l'appel de l'UGTG avec une proposition de manifestation le 16 décembre pour la baisse du prix de l'essence. Proposition acceptée par l'ensemble des organisations présentes.

**Mardi 16 décembre 2008** : Manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre contre la vie chère, à l'appel de 31 organisations syndicales, politique et associative. 7 000 personnes défilent dans les rues de Pointe-à-Pitre. Le sous-préfet reçoit une délégation de 15 personnes et affirme qu'il n'a rien à dire sur les revendications qui lui sont présentées.

Meeting devant la mairie de Pointe-à-Pitre, au cours duquel une analyse de la situation est présentée à la foule. Succès : unité du peuple guadeloupéen en marche.

**Mercredi 17 décembre 2008** : Manifestation à Basse-Terre – 4 000 personnes.

Refus du préfet, occupé à un « chanté nwel », de recevoir les dirigeants des organisations.

**Entre le 17 décembre 2008 et le 20 janvier 2009** : nombreuses réunions de préparation de la plate-forme de revendications de LIYANNAJ KONT PWOFITASYON (LKP).

**Lundi 19 janvier** : Grève illimitée des gérants de stations-service.

**Mardi 20 janvier 2009** : Grève générale lancée à l'appel de toutes les organisations syndicales, membres du LKP – Nombreux piquets de grève dans les entreprises – Grande Manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre – 15 000 manifestants.

**Mercredi 21 janvier 2009** : « Déboulé » (défilé) vers le Centre commercial MILENIS et l'Aéroport Pôle Caraïbe. Grande tension à l'aéroport où un millier de manifestants font face à 400 gendarmes pendant près de deux heures. Tous les services d'enregistrement de bagages sont occupés par les manifestants. Nombreux vols retardés.

Le LKP demande l'ouverture de négociations globales avec l'État, le Conseil général, le Conseil régional et le patronat sur la base de sa plateforme de revendications.

**Jeudi 22 janvier 2009** : Invitation du préfet à une table ronde. Refus du LKP qui réaffirme sa ferme volonté et sa disponibilité immédiate, pour l'ouverture de négociations globales. Il exhorte les travailleurs et le peuple de Guadeloupe à poursuivre le mouvement de Grève Générale et à accentuer la mobilisation tou patou an Péyi la.

**Vendredi 23 janvier 2009** : Réponse à l'invitation du préfet concernant l'ouverture de négociations globales entre toutes les parties. Les présidents des Conseils régional et général et de l'association des maires étant absents, les négociations ne seront pas ouvertes. Le LKP regagne Pointe-à-Pitre après un passage sur le piquet de grève des transporteurs de passagers devant le Conseil général.

**Samedi 24 janvier** : Grand déboulé dans les rues de Pointe-à-Pitre – 25 000 manifestants.

Invitation à des négociations avec toutes les parties à 16 h 30 au World Trade Center. Après des négociations ardues avec les forces de l'ordre pour se rendre devant le World Trade Center avec la foule, les échanges commencent effectivement à 18 heures en présence de toutes les parties (État, collectivités, patronat et LKP). Discussion ouverte sur l'accord de méthode. Présence exceptionnelle de Canal 10 qui retransmet en léger différé.

**Dimanche 25 janvier** : Grand déboulé « MAS A KONSYANS » « MAS A PWOFITASYON » – 40 000 participants.

**Lundi 26 janvier** : Reprise des négociations sur l'accord de méthode – Signature de l'accord de méthode proposé par le LKP. Les échanges sont retransmis en direct par RFO, Canal 10 et les radios.

**Mardi 27 janvier** : Discussion sur les points de la Plateforme concernant le niveau et les conditions de vie. Révélations du LKP concernant les pratiques de la SARA. Les échanges sont retransmis en direct par RFO, Canal 10 et les radios.

**Mercredi 28 janvier** : Rupture des négociations par le préfet après lecture d'un message du secrétaire d'État Yves Jégo. Les échanges sont retransmis en direct par RFO, Canal 10 et les radios.

**Jeudi 29 janvier** : Groupes de débrayage qui parcourent Pointe-à-Pitre et sa périphérie.

**Vendredi 30 janvier** : Grand déboulé dans les rues de Pointe-à-Pitre – 65 000 manifestants.

**Samedi 31 janvier** : Concert de solidarité Dominik COCO, Admiral T, Iman, Sainsily, Timalo

**Dimanche 1<sup>er</sup> février** : Gran Déboulé « MAS A KONSYANS » « MAS A PWOFITASYON »

Arrivée d'Yves Jégo en Guadeloupe.

**Lundi 2 février** : Groupes de débrayage qui parcourent Pointe-à-Pitre et sa périphérie.

Rencontre Jeunesse Guadeloupéenne et LKP à LaKasa.

**Mardi 3 février** : Groupes de débrayage qui parcourent Pointe-à-Pitre et sa périphérie.

**Mercredi 4 février 2009** : Première rencontre avec Yves Jégo aux Affaires maritimes à Pointe-à-Pitre – Présentation de la plateforme de revendications. Les échanges sont diffusés en direct par Radyo Tanbou.

**Jeudi 5 février 2009** : Reprise des négociations à BasseTerre. Yves Jégo demande le départ de la presse et des journalistes après les interventions liminaires.

**Vendredi 6 février 2009** : Poursuite des négociations

**Samedi 7 février 2009** : Déboulé à Basse-Terre – 18 000 manifestants.

13 heures : reprise des négociations sur la question des salaires. Négociations qui durent toute la nuit. À Pointe-à-Pitre : concert de soutien avec Patrick Saint Éloi, Simenn' kontra, Smiley, Timalo, SOFT,...

**Dimanche 8 février 2009** : à 8 heures du matin, après vingt heures de négociations, un accord est trouvé sur les modalités de mise en œuvre de l'augmentation des salaires de 200 euros. La partie patronale refuse de signer si cet accord n'est pas assorti d'un engagement formel de l'État confirmant sa contribution au financement de l'augmentation de salaire réclamée (cf. déclaration d'Yves Jégo du 28 janvier 2009). Un rendez-vous est pris à 16 heures afin de procéder à la signature de cet accord après réception de l'engagement de l'État. Départ précipité d'Yves Jégo vers la France alors même que le LKP se rend à la réunion de 16 heures comme prévu à Basse-Terre.

**Lundi 9 février** : Grand déboulé dans les rues de Basse-Terre, Pointe-à-Pitre en Marie-Galante. Plus de 100 000 guadeloupéens dans les rues.

**Mardi 10 février** : Conseil interministériel à Paris sur la situation en Guadeloupe. François FILLON s'adresse à la nation en déclarant que l'État ne peut intervenir dans les relations sociales ni participer à l'augmentation

des salaires. François FILLON invalide les engagements de l'État, présentés le 28 janvier par Yves Jégo. Retour d'Yves Jégo en Guadeloupe accompagné de deux médiateurs, MM. Bessières et Lopez.

**Mercredi 11 février :** Reprise des négociations à Basse-Terre concernant la question des salaires. LKP réclame que les discussions se poursuivent sur la mise en œuvre de l'accord convenu le dimanche 8 février 2009.

**Jeudi 12 février :** Après avoir rencontré les six délégations patronales, les médiateurs constatent que leur mission est impossible. LKP considère qu'il ne peut s'agir de négociations sur les salaires puisque l'accord du dimanche 8 février est acquis. Il reste à l'État à s'entendre avec la partie patronale sur les modalités de financement. LKP ne peut dorénavant que discuter des conditions de mise en œuvre de l'accord.

Le LKP attend une convocation à cet effet.

**Vendredi 13 février :** Le soir, devant le Palais de la Mutualité, diffusion du documentaire

» suivi du soutien d'artistes comiques de Guadeloupe.

**Samedi 14 février :** Le matin, « Happening » de plasticiens devant le Palais de la Mutualité. Vente de matériel médical à destination des handicapés.

L'après-midi : Déboulé au Moule et commémoration des travailleurs Guadeloupéens tués au Moule, le 14 février 1952.

Le soir : « Swaré léwòz » avec Akiyo Ka.

**Dimanche 15 février :** « Mas an konsyans » à Pointe-à-Pitre.

**Du 16 au 21 février :** Durcissement de la mobilisation, barrages.

**Mardi 17 février :** Décès par balle de Jacques Bino (employé des impôts, syndicaliste à la CGTG, membre du « Mouvement Kiltirèl AKIYO »,...).

**Jeudi 19 février :** Rencontre entre les élus parlementaires d'Outre-mer et le président de la République, Nicolas Sarkozy. Intervention télévisée du président.

**Vendredi 20 février :** Reprise des négociations entre les représentants syndicaux, les « socio-professionnels » et les médiateurs...

L'après-midi : rencontre entre le LKP et les artistes (Lakaza, Baie-Mahault).

**Samedi 21 février :** Suspension des négociations, en vue d'une reprise le lundi 23. Le matin : Présentation au public, du corps de Jacques Bino au Palais de la Mutualité.

L'après-midi : présentation du corps de Jacques Bino au Hall des sports de

Petit-Canal.

Le soir : veillée mortuaire de Jacques Bino à Petit-Canal.

**Dimanche 22 février** : L'après-midi : enterrement de Jacques Bino.

**Lundi 23 février** : Reprise des négociations

**Mardi 24 février** : « Suspension » des négociations par le préfet

**Mercredi 25 février** : Reprise des négociations

L'après-midi : à l'initiative de l'association JSC du quartier Lacroix (Les Abymes), rencontre entre « les jeunes », une délégation d'entrepreneurs et le LKP.

**Jeudi 26 février** : Signature d'un accord inter-professionnel sur l'augmentation des bas salaires...

**Prix : 3 euros**

Supplément au n° 1008 de Combat Ouvrier - 23 mai 2009 1111, résidence Matélie, l'Aiguille - 97128 Goyave - Guadeloupe

Imprimé par IMS - 93500 PANTIN